

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES
PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
ETRAANGER	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs	
	Par porteur ou par poste :	
DU	Togo, France et autres Pays d'expression	
NUMERO	français : 90 frs	
	Etranger Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations
s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se
terminent par le dernier numéro d'un des quatre
trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 80 frs
minimum 250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :
minimum 250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION:

CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1976	
9 nov.	Ordonnance n° 29 autorisant la ratification des protocoles annexes au traité de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.) signés à Lomé le 5 novembre 1976.
	640

DECRETS

1976	
20 oct.	Décret n° 76-188 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du cacao et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo, pour la récolte principale 1976-77.
	641

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1976	
27 oct.	Arrêté n° 192-PR chargeant le ministre des travaux publics et des mines de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre des affaires étrangères.
	642

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1976	
16 nov.	Arrêté n° 225-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976.
	642
16 nov.	Arrêté n° 226-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976.
	642
16 nov.	Arrêté n° 227-INT-SG-DSTCL portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976.
	642
16 nov.	Arrêté n° 228-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976.
	642
16 nov.	Arrêté n° 234-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Kpalimé, exercice 1976.
	643
17 nov.	Arrêté n° 235-INT-SG-DSTCL portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Kloto, exercice 1976.
	643
	Arrêtés portant admissions, promotion, exclusion temporaire et admission à la retraite.
	643

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décisions portant réforme par mesure disciplinaire, engagements.	645
---	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1976	
15 nov.	Décision n° 1410-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la révérende sœur Dédévi Gbikpi.
	652
16 nov.	Décision n° 1412-MFE-F accordant une subvention au trésorier-payeur pour le compte de l'Université du Bénin.
	652
16 nov.	Décision n° 1414-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'association internationale pour le développement de la documentation des bibliothèques et des archives en Afrique (AIDBA)
	652
16 nov.	Décision n° 1419-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI). ...
	652
16 nov.	Décision n° 1421-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'agent intermédiaire des recettes de l'ENPT.
	652

16 nov. — Décision n° 1423-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation de l'unité africaine (O.U.A.).	652
17 nov. — Arrêté n° 387-MFE-DSGCA-PC portant réorganisation du système des examens de permis de conduire.	651
17 nov. — Arrêté n° 388-MFE-DSGCA-PC portant nomination des membres du jury des examens de permis de conduire.	651
17 nov. — Arrêté n° 389-MFE-DSGCA-PC fixant les modalités d'application du décret n° 75-236 du 24 décembre 1975, modifié par le décret 76-186 du 13-10-76 relatif aux permis de conduire les véhicules à moteur.	651

MINISTERE DU PLAN

1976	
22 oct. — Décision n° 153-MP-DGPD-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de Humphreys et Glasgow LTD.	652
4 nov. — Décision n° 167-MP-DGPD-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de l'institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières (IRAT) à Lomé.	653
9 nov. — Décision n° 170-MP-DGPD-SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA).	653

MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

1976	
19 nov. — Arrêté interministériel n° 1132-MJ-FP-T-MFE portant règlement de la situation financière des fonctionnaires détachés auprès du gouvernement de la République togolaise.	653
Arrêtés portant admissions, intégrations, détachements, fin de détachements, radiations, licenciement et rectificatif à un précédent arrêté mettant fin au détachement d'un fonctionnaire	653

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Décisions portant nominations.	660
--------------------------------	-----

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT RURAL

Décisions portant nominations.	660
--------------------------------	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté portant nomination de l'attaché de cabinet du ministère de la santé publique.	660
--	-----

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêté autorisant le transfert d'un dépôt de médicaments.	660
---	-----

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décisions portant délégation de signature et admission d'un militaire à un stage.	660
---	-----

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1976	
29 oct. — Arrêté n° 375-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amah Ekoué (Téophile).	661
29 oct. — Arrêté n° 379-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Mensah (Benjamin).	661
4 nov. — Arrêté n° 380-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Karsa Houla Akournim	661
4 nov. — Arrêté n° 381-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Koudjoou Kabikiya.	662
4 nov. — Arrêté n° 382-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Karvie Akakpo (Dominique).	662
4 nov. — Arrêté n° 383-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Buaben (Mathieu).	662
4 nov. — Arrêté n° 384-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Komlan Kowou Adékplavi.	663

4 nov. — Arrêté n° 385-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchakoura Mola (Alassani Fousséni).	663
4 nov. — Arrêté n° 386-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Folly Kuévi (Adolphe).	663
24 nov. — Arrêté n° 390-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ouenang Kossi.	665
24 nov. — Arrêté n° 391-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amenyah (Benoît).	663
24 nov. — Arrêté n° 392-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kumodji Koffi Ayigan.	664
24 nov. — Arrêté n° 393-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Napporn Kangni (Théophile).	664
Arrêtés portant création d'une caisse d'avance, nomination d'un commissionnaire en douane, rectificatif à un précédent arrêté portant concession de pensions de veuve et d'orphelin et approbation de rôles.	664

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

Arrêtés portant agrément d'un géomètre, autorisation personnelle de recherche minière et autorisation d'ouverture de bureaux de dessin topographique.	665
---	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté portant transfert d'un laboratoire d'analyses médicales.	667
---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Communiqués de la direction des travaux publics.	667
Union Togolaise de Banque (Bilan au 30 septembre 1976)	668
B.I.A.O. (Bilan au 30 septembre 1976)	668
Banque Commerciale du Ghana (Bilan au 30 septembre 1976)	668
Avis de perte de titre foncier	669

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

ORDONNANCE N° 29 du 9 novembre 1976 autorisant la ratification des protocoles annexes au TRAITE de la COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO), signés à LOME, le 5 novembre 1976.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu le rapport du ministre des affaires étrangères ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;
Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification des protocoles annexes au traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), signés à LOME, le 5 novembre 1976, à savoir :

Le protocole relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats Membres de la CEDEAO.

Le protocole relatif à la réexportation au sein de la communauté des marchandises importées des pays tiers.

Le protocole relatif à l'évaluation des pertes de recettes enregistrées par les Etats Membres de la CEDEAO.

Le protocole relatif au fonds de coopération, de compensation et de développement de la CEDEAO.

Le protocole relatif aux contributions des Etats Membres au budget de la CEDEAO.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 9 novembre 1976.

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 76-188 du 20 octobre 1976 relatif à l'ouverture de la campagne d'achat du cacao et aux conditions d'intervention de l'office des produits agricoles du Togo, pour la récolte principale 1976-77.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et des transports;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo (OPAT);

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1976/77 est fixée au 18 octobre 1976.

Art. 2. — Les prix d'achat au producteur du cacao en fèves conformes aux normes du conditionnement sont fixés comme suit pour les différentes qualités en tous points de traite :

Cacao supérieur et courant : 130 francs le kilogramme

Cacao limite : 45 francs le kilogramme.

Art. 3. — Par application des barèmes des frais de commercialisation ci-joints, les valeurs à facturer à l'office des produits agricoles du Togo sont fixées à 146.291 francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité supérieure et courante et à 57.393 francs CFA la tonne pour le cacao de la qualité limite.

Art. 4. — Les montants des frais de transport supplémentaires que l'OPAT remboursera aux acheteurs agréés sont fixés comme suit :

Région de Litimé : 2.000 francs la tonne

Région d'Akposso-Nord : 1.300 francs la tonne

Région d'Akposso-Plateau : 1.300 francs la tonne

Canton d'Akébou : 1.300 francs la tonne

Région de Pagala : 1.300 francs la tonne

Région de Dayes : 1.300 francs la tonne.

Le remboursement des frais est subordonné à la présentation des tickets de conditionnement afférent à ces transports.

Art. 5. — Le ministre du commerce, de l'industrie et des transports, le ministre du développement rural et le ministre de l'équipement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 20 octobre 1976
Général d'Armée G. Eyadéma

CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO

Barème cacao RP 1976/77

	Francs CFA la tonne
Prix d'achat au producteur	130.000
1 Commission acheteur produit	1.400
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	425
3 Transport au centre de collecte ..	1.500
	3.325
Valeur nu-basculé centre de collecte	133.325
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	709
5 Transport Lomé	1.350
	2.059
Valeur nu-basculé Lomé	135.384
6 Sacherie (14 1/4 sac à 65)	926
7 Amortissement de sac 10%	93
8 Déchets 0,25% V.N.B.	338
9 Financement 9% pour un mois 1/2 V.L.M.	1.598
10 Frais généraux fixes	3.691
	6.646
Valeur loco-magasin Lomé	142.030
11 Commission acheteur agréé 3% sur V.L.M.	4.261
Valeur à facturer à l'OPAT	146.291

CAMPAGNE D'ACHAT DU CACAO

Barème cacao limite 1976/77

	Francs CFA la tonne
Prix d'achat au producteur	45.000
1 Commission acheteur produit	1.400
2 Manutention loyer magasin acheteur produit	425
3 Transport au centre de collecte ..	1.500
	3.325
Valeur Nu-Basculé Centre de Collecte	48.325
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	709
5 Transport Lomé	1.350
	2.059

Valeur Nu-Bascule Lomé	50.384
6 Sacherie (14 1/4 sac à 65)	926
7 Amortissement de sac 10%	93
8 Financement 9% pour un mois 1/2 V.L.M.	627
9 Frais généraux fixes	3.691
	<hr/> 5.337
Valeur Loco-Magasin Lomé	55.721
10 Commission acheteur agréé 3% sur V.L.M.	1.672
Valeur à facturer à l'OPAT	57.393

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Intérim

Arrêté n° 192-PR du 27/10/76 — Pendant l'absence de M. Edem Kodjo, ministre des affaires étrangères, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Gachin Ayité Mivedor, ministre des travaux publics et des Mines.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 225-INT-SG-DSTCL du 16/11/76 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel)

Art. 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire 510.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel)

Art. 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais 100.000

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes municipales 60.000

Chapitre III — Service d'administration municipale (matériel)

Article 1 — Frais d'imprimés et abonnement à diverses publications administratives 100.000

Article 2 — Frais de bureau 250.000

510.000

Arrêté n° 226-INT-SG-DSTCL du 16/11/76 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel)

Article 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire 490.000

Chapitre III — Service d'administration municipale (matériel)

Article 9 — Frais d'élection 10.000

Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel)

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire 100.000

600.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976 :

Chapitre III — Service d'administration municipale (matériel)

Article 3 — Achat et entretien du mobilier de bureau 250.000

Article 4 — Moyens de transport 200.000

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 1 — Voirie municipale, entretien des rues, trottoirs, marchés, squares, jardins, places publiques, enlèvement des ordures ménagères et vidange 150.000

600.000

Arrêté n° 227-INT-SG-DSTCL du 16/11/76 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976 :

Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel)

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire 600.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976 :

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 1 — Voirie municipale, entretien des rues, trottoirs, marchés, squares, jardins, places publiques, enlèvement des ordures ménagères et vidange 600.000

Arrêté n° 228-INT-SG-DSTCL du 16/11/76 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976 :

Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel)

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire 301.438

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 3 — Eclairage public 100.000
401.438

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Sokodé, exercice 1976 :

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)

Article 6 — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux 101.438

Chapitre X — Dépenses diverses

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques .. 250.000

Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires

Article 1 — Acquisitions de biens meubles et immeubles 50.000
401.438

Arrêté n° 234-INT-SG-DSTCL du 17/11/76 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Kpalimé, exercice 1976 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel)

Article 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais 70.000

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes municipales 85.000

Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel)

Article premier — Salaire du personnel titulaire 145.000
300.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Kpalimé, exercice 1976 :

Chapitre III — Service d'administration municipale (matériel)

Article 10 — Achat de tickets 4.000

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel).

Article 2 — Entretien et réparation des biens communaux 96.000

Article 6 — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux 200.000
300.000

Arrêté n° 235-INT-SG-DSTCL du 17/11/76 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Kloti, exercice 1976 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel) —

Article 4 — Indemnités aux régisseurs, collecteurs et contrôleurs de recettes 600.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Kloti, exercice 1976.

Chapitre III — Service d'administration régionale (matériel) —

Article 2 — Frais de bureau 50.000

Article 5 — Frais postaux 50.000

100.000

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux 500.000

600.000

Admissions

Arrêté n° 229-INT-DSN-DAPM du 16/11/76 — En application des dispositions prévues par les articles 48 et 51 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, ainsi qu'à celles prévues par l'article 61 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les élèves-gardiens de la paix ci-dessous désignés sont nommés gardiens de la paix stagiaires (indice 325) — chapitre 14 — article 7 du budget général à compter du 1er juin 1976 :

Abidji Komlan	Dare Bawa
Adjronou Yawo	Bah-Traore Langobou
Adjawoute Aoutou	Evalou Koudjougbe
Adjete Séwa	Géraldo Machoudé
Adekambi Komlan	Gbikpi Anani
Afo Yaya	Gbati Tagba
Agbelon Koffi	Gnekoezan Hégo Anani
Ahlinvi Cocouvi Ahlonko	Gnassingbé Kodjo
Ameame Yaovi	Hanvi Kuévi
Ameke Djossou	Iboue Akossi
Amessinou Kokouvi	Issaka Aléassou
Aregba Akpari Oudjé	Kossolor Essomanam
Ayamenou Kwami	Koudan Kokou
Ayenam Kaïkoa	Kpeglo Yawotsè
Awi-Ida Abalo	Koudamalo Saïbou
Aziable Kodjo Kpessikui	Kiman Kpatcha
Agbelessou Kokou	Kombate Baligbéné
Ayissa Ankou Bédjo	Kombate Parou
Bezekou Koffi	Kpatcha Kokou
Bahaming H. Agbéléssim	Kouwodo Danklou
Blewoussi Komi Sowanou	Koubatine Tcham
Bodjona Komlan	Kpove A. Enyonam
Broohm Kwété	Kozon Abalo
Bamaze Panaëwazin	Kada Sédodé Kossivi
Darago Watara Mansaya	Kagnassim Boukari
Doni Kwami Ayéfounin	Koubirma Yandao

Lemou Kpatcha	Pinidi Saman
Lawson Anani Dovi	Pataki Kodjo
Lamboni Kolani	Soglonde Boutamèkpo
Moussa Tchaa	Sémeglo Azonou
Mozo Komlan	Santy A. Atchaba
Madjedje Salifou	Sansane Samon
Malm Xola	Tamakloe Kokou Djonakou
N'Saki Banakpé	Tchalim Abalo
N'Zonou Tchaa Palakiyém	Tennin Soulé
Nagou Lamboni Bartché	Touleassi Yawo
Oumorou Bariou	Kandanga Tozim Tchala
Ogouvi I. Komlan	Tambourou K. Ekpassou
Ouradei Bouessodjo	Youna Mondane
Ouro A. Souradji	Agbegnigan Wlévor Koffi
Padaro Tchao	Ouro-Bagna Tchagandé.
Perlas Koffi	

Pendant la durée de leur situation de fonctionnaires stagiaires les Intéressés :

1°/ — ne seront pas assujettis à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraite ;

2°/ bénéficieront de l'indemnité de risques instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

Arrêté n° 230-INT-DSN-DAPM du 17/10/76 — Conformément aux dispositions prévues au chapitre I du titre II de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, les candidats dont les noms suivent :

Birregah Badjaglana	Nadjak Badame
Akpisso Kokou	Kontoloukou Gnouwa
Ali Wiyao	

sont admis à compter du 1er juillet 1976 dans le corps des gradés et gardiens de la paix en qualité d'élèves-gardiens de la paix en remplacement numérique de :

Bessi Kossi, gardien de la paix licencié 9-1-76
 Salifou Kossi, gardien de la paix décédé 16-2-76
 Occansey Fo Koffi, brigadier-chef retraité 1-4-76
 Koudadje Adjévi Hosé démissionnaire 1-8-76
 Kpatcha Kokou, gardien de la paix licencié 1-8-76.

A compter du 1er juillet et pendant la durée de leur situation d'élèves-fonctionnaires les intéressés :

1°/ percevront la rémunération afférente à l'indice 300 eu égard au stage de formation militaire qu'ils ont déjà effectué ;

2°/ ne seront pas assujettis à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraite conformément à l'article 61 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ;

3°/ ne bénéficieront pas de l'indemnité de risques instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969.

Arrêté n° 238-INT-DSN-DAPM du 17/11/76 — Conformément aux dispositions prévues au chapitre premier du titre II de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, notamment en ses articles 42 et 45 ainsi qu'à celles prévues par l'article 60 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 :

Abi Kao Essowé	Kama Agondjé
Abiassi Abbé Abésam	Kankarafou Omorou
Ably Milewolou Pawou	Katazo Kaodé
Abotchi Koffi Seeyram	Kedjeri Gaffo Nassam
Adam Mamadou	Kodjo Kouma
Adama Mensah	Kombaté Fénaré
Adjoyi Kokouvi Apewu	Kondohou Mawinané
Adoute Kodjo Delali	Kongoa Kodim
Adoyo Potoki	Kossivi Yao
Agoro Walakzana	Koza Tchao Bawoubadi
Akpeli Kpatcha	Kpaikpai Akaa
Ameble Houéwaho	Kpolokpolo Komi
Amedimele Tchalla	Lantame Gbati
Amedji Dakonga Tansola	Lare Pakidame
Ametepe Kokou	Legueribe Benteen
Amonleba Attessim	Lonkitime Lakmaté
Amouzou Gbléamé	Magnikitom Kozobo
Amouzou Kodjo	Malazoue Aklesso
Assirimi Yaogan	Malou Sossoh
Atakora Kézié	Mama Hassoma Zékéria
Atakora Z. Zaso	Ménsah Agbéko
Attigbe Messan	Moumouni Harouna
Avoudjigbe Amevi	Mouzou Tchakpélou
Ayotte Odjouvi	Natta N'Tama
Barkola Essohanam	Nayo Koffi Djimado
Bassah Komla Abouémafa	Nimon Kossi
Bayamna Kokou	Nossilaki Sindjalim
Bilao Baboma N'toa Bédar	Ogbogbe Ankou
Blantare Walaba	Ogbonin Kablé Nakossa
Bobi Koffi	Ohin Ahlonko Koffi
Boukpassi Pangayou	Oklu Yawo
Djaledjete Déwongbéné	Onipoh Koffi
Djramedo Tétévi	Otsri Igbényo
Dogbatse Biboné	Payalao Tonsiba
Douti Daman	Pitikalo Ali
Edji Komlavi	Sambieni Mateyendou
Egbelou Tchaou Essodina	Signam Mambaféi
Eguidi Kodjo	Simkpenstea Atéyouwè
Eyalaba Agbénam	Sogo Tchao
Gaba Kanyi	Sohou Kossi
Gbadoe Ekoué	Soule Kataka
Yacoubou Aliou	Sossou Messavi
Gnagblodjo Komi	Tadona Baïoïmah N'Bah
Gnama Missaham Alenti	Tagba Akllisso
Gnandi Tchou Koussandja	Tchanfando L. Namiéte
Gneza Komlan	Tchonda Essodabiléam
Houessou Dossou	Telou Balakélawi
Kadissole Kimang	Tse Atsutsé
Kahindate Kokou	Yatcham Bissimi
Kakali Marèyela	Kokou Kodjo, sont admis
Komena Akarème	

dans le corps des gradés et gardiens de la paix du cadre spécial de la sûreté nationale en qualité d'élèves-gardiens de la paix (chapitre 14, article 7 du budget général) à compter du 1er octobre 1976.

Pendant la durée de leur situation d'élèves-fonctionnaires les élèves-gardiens de la paix désignés ci-dessus :

1°/ percevront la rémunération afférente à l'indice de traitement dont est affecté leur emploi, tel qu'il est fixé au tableau inscrit à l'article 63 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969 ;

2°/ ne seront pas assujettis à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraite conformément aux dispositions prévues par l'article 61 premier alinéa de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ;

3°/ ne bénéficieront pas en application des dispositions prévues par l'article 62, premier alinéa, de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, de l'indemnité de risques instituée par le décret n° 69-124 du 12 juin 1969 conformément aux dispositions prévues par l'article 2 dudit décret.

Promotion

Arrêté n° 237-INT-CGC du 17/11/76 — Les gardiens de circonscription dont les noms suivent sont nommés aux grades ci-après pour compter du 1er octobre 1976 :

AU GRADE D'ADJUDANT

le MDL/chef

Koudiffon Koffiga, mle 223 échelon 1-indice 900

AU GRADE DE MDL/CHEF

le MDL

Nato Atérou, mle 195 échelon 3-indice 800

AU GRADE DE MDL

les 1^{re} classe

Adja Atakpamé, mle 194 échelon 5-indice 650
Santa N'Tcha, mle 147 échelon 5-indice 650
Kadjode Soumga, mle 226 échelon 5-indice 650
Soudadja K. Abalo, mle 208 échelon 5-indice 650
Tchibozo Komlan, mle 234 échelon 5-indice 650
Kpankou Koffi, mle 267 échelon 4-indice 550
Esso Kodjovi, mle 268 échelon 4-indice 550

AU GRADE DE 1^{re} CLASSE

les 2^e classe

Belei Toyi, mle 356 échelon 2-indice 360
Akpo Bitchole, mle 388 éch. 2-indice 360
Bossiade Komlan, mle 355 échelon 2-indice 360
Agberé Oussen Liti, mle 353 échelon 2-indice 360
Agnala Kpatcha, mle 337 éch. 2-indice 360
Amadou Santidja, mle 344 éch. 2-indice 360.

Le traitement des intéressés reste imputable au chapitre 14, article 5, paragraphe 3 du budget général.

Exclusion temporaire

Arrêté n° 231-INT-DSN-DAPM du 17/11/76 — En application des dispositions prévues par le titre V de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, les fonctionnaires de police ci-après désignés :

- Amuzu Kodjo Agbéli, officier de police de 2^e classe 5^e échelon
- Awu Kpéli, officier de police-adjt. de 2^e classe 3^e échelon

- Lamboni Lankodjo, officier de police-adjt. de 2^e classe 3^e échelon
- Afo Agbo Omogou, gardien de la paix de 2^e classe 1^{er} échelon

sont suspendus de leurs fonctions pour une durée de six (6) mois à compter du 1^{er} novembre 1976 pour faute grave en service.

Pendant la durée de leur exclusion temporaire de fonctions, les intéressés n'auront pas droit à leur traitement à l'exception toutefois des indemnités à caractère familial auxquelles ils peuvent prétendre.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} novembre 1976.

Retraite

Arrêté n° 232-INT-CGC du 17-11-76 — L'adjudant/chef Badjale Kotchora, mle 026 du détachement de Notsé, les MDL/chefs Awissoba Tchaou, mle 027 du détachement de Niamtougou et Dogo Tchangai, mle 031 du détachement de Vogan seront admis à la retraite pour ancienneté de services pour compter du 1^{er} février 1977. Dans la limite de leurs droits, ils pourront prétendre à un congé libérable de trois mois valable du 1^{er} novembre 1976 au 31 janvier 1977 inclus, délai de route compris avec solde de présence et pourront bénéficier de la gratuité de transport pour eux et leur famille en vue de rejoindre leur foyer.

Les intéressés seront rayés des contrôles du Corps des Gardiens de Circonscription pour compter du 1^{er} février 1977.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Réforme par mesure disciplinaire

Décision n° 210-PR-MDN du 14-10-76 — *Sont réformés par mesure disciplinaire* pour compter du 12 octobre 1976 : le lieutenant-colonel Adewui Kidjanda et l'intendant militaire-adjoint Essao Gnéyou du 1^{er} régiment interarmes togolais.

Les intéressés sont rayés des contrôles des cadres des forces armées togolaises et du 1^{er} régiment interarmes pour compter du 12 octobre 1976. Ils bénéficient de la gratuité de transport pour eux et leur famille en vue de rejoindre leurs foyers.

Engagements

Décision n° 209-PR-MDN du 14-10-76 — Les recrues dont les noms suivent sont engagées dans l'armée nationale togolaise et affectées pour ordre au 1^{er} régiment interarmes togolais (2^e bataillon motorisé — 4^e compagnie blindée) pour compter du 1^{er} août 1976 comme P.D.L. :

Numéro matricule nom et prénoms

76-01-4051 Abalo Adoté
76-01-4052 Amewou Kossi
76-01-4053 Agbedisse Kouma
76-01-4054 Apeviognan Kowouvi
76-01-4055 Ayena Koffi

76-01-4056 Dakou Komlan
 76-01-4057 Gali Kouassi Biova
 76-01-4058 Kodjo Sédjro
 76-01-4059 Tagah Komi
 76-01-4060 Afetse Koffi Néname
 76-01-4061 Apedo Kodjo
 76-02-4062 Govinan Koudjowou
 76-02-4063 Nasu Yawo Wonyuie
 76-02-4064 Toffah Nuadé
 76-03-4065 Bawina Atoma Tagbata
 76-03-4066 Binanga Outambladja
 76-03-4067 Besseli N'Zonou Akawalou
 76-03-4068 Falla Kossi
 76-03-4069 Hade-Eglo K. Byténéwéh
 76-03-4070 Nabouyou Kondo Yoma
 76-03-4071 Ouro-Tagba Oumorou
 76-03-4072 Sibabi Tchédéré
 76-03-4073 Tale Oukpane
 76-03-4074 Tenta Koulinté
 76-03-4075 Tchakou Toyi
 76-03-4076 Tchebou Laphalou
 76-04-4077 Djatoite Djadame
 76-04-4078 Kountié Yentane
 76-04-4079 Talate Malika.

Les intéressés seront nourris gratuitement pendant la durée légale.

Décision n° 212-PR-MDN du 14/10/76. — Les recrues dont les noms suivent sont engagées dans l'armée nationale togolaise pour compter du 1^{er} août 1976 et affectées ledit jour au centre national d'instruction des forces armées togolaises à Lama-Kara :

76-01-3467 Akli Kossivi Dzokplèkè
 76-01-3468 Abake Folly
 76-01-3469 Anake Kayakoyo Amento
 76-01-3470 Ataro Akpéto
 76-01-3471 Accolatse Koffi
 76-01-3472 Atcha Aboubakari
 76-01-3473 Ametitovi Kangni
 76-01-3474 Agbagba Kénou Houndjo
 76-01-3475 Awala Edoh
 76-01-3476 Agbonson Komlan
 76-01-3477 Amewolo Afantoutché
 76-01-3478 Assogba Koffi Abalo
 76-01-3479 Afatchao Honanou
 76-01-3480 Ahoumane Koffi
 76-01-3481 Akibode Komlagan
 76-01-3482 Agoko Gbédévi
 76-01-3483 Akli Ayaovi Enyonam
 76-01-3484 Agbodovi Agamassou
 76-01-3485 Adjra Koffi
 76-01-3486 Amouzougan Séménou
 76-01-3487 Aziakpor Kodjo Emayon
 76-01-3488 Agbelessessi Kossi
 76-01-3489 Baglounana Alassi
 76-01-3490 Batama Kossivi
 76-01-3491 Beka Yaovi
 76-01-3492 Bonor Ayaovi Attisso
 76-01-3493 Boboli Bananèwé
 76-01-3494 Badabadi Essodéké
 76-01-3495 Carbou Comla
 76-01-3496 Chakbera Comlan

76-01-3497 Djobokou Kossi Agbodenugbé
 76-01-3498 Dovey-Gaba Ekoué Agossou
 76-01-3499 Domingo Zaïnou-Dine
 76-01-3500 Daklou Agbalenyo Séglia
 76-01-3501 Doutchen Yentchaba
 76-01-3502 Djameshie Yawo
 76-01-3503 Djaglo Akpoti
 76-01-3504 Fatsawo Kokouvi
 76-01-3505 Gbassira Koffi Asso
 76-01-3506 Gbedjeha Atidogovi
 76-01-3507 Gbeto Koklovi Kangni
 76-01-3508 Hoindo Kouassivi
 76-01-3509 Houedoh Amah
 76-01-3510 Kamassan Koffi
 76-01-3511 Kolla Koffi
 76-01-3512 Kodjovi Amoussou Patalagan
 76-01-3513 Kpeto Amé
 76-01-3514 Kossi Ekloou
 76-01-3515 Kuegah Ekué
 76-01-3516 Kodjoakou Yawo
 76-01-3517 Kuevidjen Follyvi Makula
 76-01-3518 Kougbefio Agbénohévi Koffi
 76-01-3519 Koliko Kossivi
 76-01-3520 Koudouagbe Amégnigan
 76-01-3521 Kudawoo Koffi
 76-01-3522 Lare Kouassi
 76-01-3523 Lawson-Koudahin Anani Bonoukpo
 76-01-3524 Lantoko Koffi
 76-01-3525 Maglo Kokou
 76-01-3526 Mayiku Komi Agogli Dosseh
 76-01-3527 Miheaye Toto
 76-01-3528 Naboko Yao
 76-01-3529 Napo Koandé
 76-01-3530 Nouledou Agbo
 76-01-3531 Noumedon Yawo
 76-01-3532 Noutsoukpoe Kokou Novissi
 76-01-3533 Popona Tété
 76-01-3534 Sahano Baba
 76-01-3535 Satchivi Folly Dowodéh
 76-01-3536 Sowoudji Koffi
 76-01-3537 Tengue Komlanvi Amétépé
 76-01-3538 Tekalasse Tétou
 76-01-3539 Tossou Kounougbe Gnida
 76-01-3540 Teo Allazi
 76-01-3541 Tete Messan
 76-01-3542 Tomdjana Kpatcha
 76-01-3543 Vlavo Amévi
 76-01-3544 Zotoglo Koffi Halovi
 76-02-3545 Atcha Tchibara
 76-02-3546 Amehouho Koffi Messah
 76-02-3547 Adani Koffi
 76-02-3548 Assiongbor Kankoé
 76-02-3549 Akpovi Kablé
 76-02-3550 Agbegna Kokou Amentoto
 76-02-3551 Agble Kossi Afényo
 76-02-3552 Ahiaba Kokou
 76-02-3553 Agbenowossi Kodzo Amédomémakakpo
 76-02-3554 Ametepe Kossi
 76-02-3555 Akatavi Kokou
 76-02-3556 Amegayibo Mensah
 76-02-3557 Ahoulmi Kpatcha
 76-02-3558 Akpovi Kossi
 76-02-3559 Alaki Komlanvi
 76-02-3560 Atakora Eyagnima
 76-02-3561 Badawassou Essolakina
 76-02-3562 Banassime Wessama Akpéga
 76-02-3563 Bomda-Bagna Bayoma

76-02-3564 Boukari Moyinsoga Yao
 76-02-3565 Bilalissi Katanoua
 76-02-3566 Djaccra Kokou
 76-02-3567 Dankoua Yaovi Amétomé
 76-02-3568 Etse Koffi Woméwonya Alonyo
 76-02-3569 Etsitsu Kouma
 76-02-3570 Ellesse Anifrani
 76-02-3571 Enaku Kokou
 76-02-3572 Efou Kossi Abalo
 76-02-3573 Enaku Konu Koku Mawufé
 76-02-3574 Ekpaou Noyouféi
 76-02-3575 Fadonougbo Kossivi
 76-02-3576 Fiegnito Komi
 76-02-3577 Gueli Komi
 76-02-3578 Gewu Kodjo
 76-02-3579 Gbeto Ankamba
 76-02-3580 Godevi Mensah Kankoe
 76-02-3581 Hangnonou Ahouto
 76-02-3582 Houradjeba Kossi
 76-02-3583 Ihou Ankou Evégnon
 76-02-3584 Kounougbe Komivi
 76-02-3585 Kpemoua Komi Akizou
 76-02-3586 Kondo Kolou Maliwéliou
 76-02-3587 Kumedzro Komlan Foga Dzinédzowo
 76-02-3588 Kouma Kéléssou
 76-02-3589 Ketekou Komlan Attah
 76-02-3590 Koutaha Kuassi
 76-02-3591 Kougbaou Toyi Kédéziwé
 76-02-3592 Kadja Douanié
 76-02-3593 Kalmsou Tila
 76-02-3594 Kafechina Koumouhoudouna
 76-02-3595 Kouyele Yantam
 76-02-3596 Mawuena Kossi
 76-02-3597 Menou Komina
 76-02-3598 Mihloindo Kokou
 76-02-3599 Nyamikou Kokou Etsèsu
 76-02-3600 Nigri Kodzo Elavanyo
 76-02-3601 Nikabou Daré
 76-02-3602 Nini Tadégla
 76-02-3603 Ote Bividéko Kossi
 76-02-3604 Saman Toyi
 76-02-3605 Somenou Komlan
 76-02-3606 Sindjalim Poyodé
 76-02-3607 Tsalla Fatobié
 76-02-3608 Tagba Abaï
 76-02-3609 Timemife Danka
 76-02-3610 Tsaovi Kossi
 76-02-3611 Tsogbe Yawovi Métiwo Gaméli
 76-02-3612 Tete Hourroutemba
 76-02-3613 Wokpa Komi
 76-02-3614 Yovo Kokouvi
 76-03-3615 Akati Alou
 76-03-3616 Assih Kossi Aklesso
 76-03-3617 Adoumie Ataféi
 76-03-3618 Adjoda Tcha
 76-03-3619 Adewa Abalo
 76-03-3620 Assih Tchouyou
 76-03-3621 Ali Kpatcha
 76-03-3622 Ama Siké
 76-03-3623 Abina Akliisso
 76-03-3624 Awidom Sindjalim
 76-03-3625 Allawe Agouda
 76-03-3626 Aboua Kèlème

76-03-3627 Arre Télou
 76-03-3628 Adjigba Panabessé
 76-03-3629 Anate N'Koukikpawé
 76-03-3630 Abalo Tiou
 76-03-3631 Alahadji Massaoudou
 76-03-3632 Abalossem Gado
 76-03-3633 Abalossem Gnakou
 76-03-3634 Afo Idrissou Daupoh
 76-03-3635 Akondo Issifa
 76-03-3636 Adehe Wéligué
 76-03-3637 Amana N'Djam
 76-03-3638 Agobo Yaou Tchalim
 76-03-3639 Agba Pakili
 76-03-3640 Awate Téi
 76-03-3641 Agbanda Gnitou Mabia
 76-03-3643 Akouzou Kibalou
 76-03-3644 Agama Kpatcha
 76-03-3645 Awide Kabaféi Bilakani
 76-03-3646 Ali Yao
 76-03-3647 Assiki Pidènapiyó
 76-03-3648 Assi Kpatcha Kouassi
 76-03-3649 Agati Mouzou
 76-03-3650 Akato Songo
 76-03-3651 Agnala Botobagnim
 76-03-3652 Assa Kossi
 76-03-3653 Ali Gnarou Kossi
 76-03-3654 Agouda Batokidom
 76-03-3655 Agodjalim Tommou
 76-03-3656 Alou Manani
 76-03-3657 Akawouli Zato
 76-03-3658 Amoussa Kérim
 76-03-3659 Ali Moumouni
 76-03-3660 Alassani Harouna
 76-03-3661 Adam Abdouramann
 76-03-3662 Akawolou Akôloun Tchatinati
 76-03-3663 Azia Batébana
 76-03-3664 Akpalla Mignini
 76-03-3665 Amonleba Tchatcha
 76-03-3666 Agnassre Kossi
 76-03-3667 Amako Kémbé N'Tcharpa
 76-03-3668 Aboudou Youssifou
 76-03-3669 Agodomou Baba Atoukou
 76-03-3670 Alaba Eyatchadom
 76-03-3671 Alai Matanoyou
 76-03-3672 Akoutou Kasségnin
 76-03-3673 Adam Kérim Aboudou
 76-03-3674 Antoufei Bouwénéké
 76-03-3675 Awi Posiouféi
 76-03-3676 Adjate Tchayao E. Matchamana
 76-03-3677 Awade Wiyao
 76-03-3678 Ali Wézou
 76-03-3679 Abissi Kakoudou
 76-03-3680 Adjolo Yao Essohana
 76-03-3681 Alou Tomguilan
 76-03-3682 Agnitou Kola Essohana Kossi
 76-03-3683 Abalo Lokou
 76-03-3684 Aledi Tcha Assali
 76-03-3685 Assinangou Bilan
 76-03-3686 Alou Ebéyo
 76-03-3687 Bilaoukodo Simbohoun
 76-03-3688 Batchazi Abalo
 76-03-3689 Berna Tchalim
 76-03-3690 Beleyi Awa

76-03-3691	— Baba Assima	76-03-3754	— Frakatchima Bawa
76-03-3692	— Bessekoulou Pilè	76-03-3755	— Faya Mawakiwé
76-03-3693	— Bama Batoma Badjibassa	76-03-3756	— Fatibe Daré
76-03-3694	— Badibatela Mahano	76-03-3757	— Fare Ali
76-03-3695	— Bale N'Tétchié	76-03-3758	— Ganekpa Koffi
76-03-3696	— Bassole Abalo Edjam	76-03-3759	— Gnagname Tchapo
76-03-3697	— Bakoulgui Mama	76-03-3760	— Gnaro Abalo
76-03-3698	— Bidali Abalo	76-03-3761	— Gueba Dogma Koffi
76-03-3699	— Batchassi Abalo	76-03-3762	— Gnamdja Gado
76-03-3700	— Beweli Wella	76-03-3763	— Henou Tchao Akesso
76-03-3701	— Boukari Daonda	76-03-3764	— Hatine Kpati
76-03-3702	— Bama Kadagama	76-03-3765	— Houzou Sising
76-03-3703	— Bandja Mayi	76-03-3766	— Idrissou Yacoubou
76-03-3704	— Begnon Babékina	76-03-3767	— Koutankorc Pakoupaté
76-03-3705	— Badabadi Bilakani	76-03-3768	— Koutabi Arèyèm
76-03-3706	— Bassa Koffi	76-03-3769	— Kolina Naou Soffo
76-03-3707	— Bidemon Kpatcha	76-03-3770	— Kpadenou Koassigan
76-03-3708	— Boukari Mouhamadou Habibou	76-03-3771	— Kezie Kpambiè
76-03-3709	— Badatana Dogumsaa	76-03-3772	— Koura Abdou-Kérim
76-03-3710	— Bamee Korbima	76-03-3774	— Kpatcha Pitana Dadjia
76-03-3711	— Bamazi Kpatcha	76-03-3775	— Kanaza Matozouwé
76-03-3712	— Beleyi Téliovéi	76-03-3776	— Kognang Botouzi
76-03-3713	— Bassoki Padjawè Dozi	76-03-3777	— Kpatcha Kadatali
76-03-3714	— Banawayi Patchipatayi	76-03-3778	— Kalabina Essobouyou
76-03-3715	— Bamazi Abalo	76-03-3779	— Kpowbie Wézou
76-03-3716	— Banaboko Takoa	76-03-3780	— Kalabina Koulima
76-03-3717	— Baroubou Kalaba Kpatcha	76-03-3781	— Klimou Tchassiwa Bamssiyé Kossi
76-03-3718	— Banakoi Fousséni Soulé	76-03-3782	— Kadalile Wiyao
76-03-3719	— Berena Gnakoudé	76-03-3783	— Kongnakou Tchaa
76-03-3720	— Batamoussi Ayao	76-03-3784	— Kangai Adjouyou
76-03-3721	— Boutchou Tchagolé	76-03-3785	— Kilizou Kpanghanou
76-03-3722	— Boukpezi Tchao-Abalou	76-03-3786	— Kondo Essohanam
76-03-3723	— Bamazi Kokou	76-03-3787	— Kama Agouta
76-03-3724	— Bagonte Komna	76-03-3788	— Koudoyor Folly
76-03-3725	— Botchonasse Atéféibou	76-03-3789	— Kalakassi Kokou
76-03-3726	— Bakai Tchonégue Awoulélou	76-03-3790	— Kario Asué
76-03-3727	— Bagna Toi	76-03-3791	— Kombate Tchaka
76-03-3728	— Bleza Atchakilou	76-03-3792	— Kpohou Egoulou
76-03-3729	— Beike Batchaboua	76-03-3793	— Katcha Abalo
76-03-3730	— Bezou Ditchalé	76-03-3794	— Kalao Mandjadje
76-03-3731	— Banesse Komi	76-03-3795	— Kadanga Kabo
76-03-3732	— Bilake Tchamdja	76-03-3796	— Kpakpabia Toi
76-03-3733	— Coco Sénadoh	76-03-3797	— Kozolina Kangamiè
76-03-3734	— Dogo Nossi	76-03-3798	— Karboua Eyouféi Groum
76-03-3735	— Dongue Kpatcha	76-03-3799	— Koffi Gnofam
76-03-3736	— Dmannane Molougou	76-03-3800	— Kiedja Abdramane
76-03-3737	— Dermane Tidjani	76-03-3801	— Kpapou Bagoité Takayé
76-03-3738	— Diah Wendowa	76-03-3802	— Kotoko Yao
76-03-3739	— Doa Tchao Béziémoyo	76-03-3803	— Koussou Malam Itibi
76-03-3740	— Djobo Tchagafou	76-03-3804	— Koname Kossi
76-03-3741	— Demoweke Komla	76-03-3805	— Kariwe Kagbagnan
76-03-3742	— Dolla Tilla	76-03-3806	— Kadjiki Batchanton
76-03-3743	— Dare Koffi	76-03-3807	— Kako Douwéna Bakoubava
76-03-3744	— Donliwa Tassilabou	76-03-3808	— Kpizing Songoi
76-03-3745	— Donkor Kodjo	76-03-3809	— Kibalo Eoyodi
76-03-3746	— Dao Tani Badibalaki	76-03-3810	— Kparenta Akpalou
76-03-3747	— Etao Kodjo	76-03-3811	— Kounta Koulonime
76-03-3748	— Edomna Houziké	76-03-3812	— Kpada Adjaa
76-03-3749	— Essoh Nadjombé	76-03-3813	— Kabissa Kadanga
76-03-3750	— Esoazina Affo	76-03-3814	— Kadja Kossi
76-03-3751	— Enereoa Kossi	76-03-3816	— Kondow Satchi Lamary
76-03-3753	— Egbare Daou Tomvéri	76-03-3817	— Keleka Adi

76-03-3818 — Kagnassime Koutakou
 76-03-3819 — Kouko Alédjiou
 76-03-3820 — Koumai Assouma Hodabalo
 76-03-3821 — Kabey Komla
 76-03-3822 — Kalao Kao
 76-03-3823 — Kazoule Sohoul
 76-03-3824 — Kabida Potobawi Kpadja
 76-03-3825 — Kalanie Tchiao
 76-03-3826 — Kanzaou Tchao
 76-03-3827 — Keloudabi Alabam Aklessou
 76-03-3828 — Katankpawa Yana
 76-03-3829 — Koudjokou Djassé
 76-03-3830 — Kondolo Kamassida
 76-03-3831 — Koka Yéroufaï
 76-03-3832 — Kadanga Bakénam Komi
 76-03-3833 — Kontre Lantékime Lamaté
 76-03-3834 — Kpalao Amouza Essométékimissi
 76-03-3835 — Kibalo Tchékpi
 76-03-3836 — Kagnaya Kinao
 76-03-3837 — Katanga Agata
 76-03-3838 — Katamanta Baba
 76-03-3839 — Kedeziwe Hadabalo
 76-03-3840 — Katcho Adiko
 76-03-3841 — Kabissi Tchédéli
 76-03-3842 — Kewenimaou N'Zonou Mabavéï
 76-03-3843 — Lomie Hadanga Mouzou
 76-03-3844 — Lalabia Toï
 76-03-3845 — Lemou Atimou
 76-03-3846 — Limde Tchassiwa Méguébou
 76-03-3847 — Limnoh Dadja
 76-03-3848 — Lombena Badomta
 76-03-3849 — Longa Massi
 76-03-3850 — Magnani Agnandom Kossi
 76-03-3851 — Mabafei Tchao N'Dalilé
 76-03-3852 — Malou Yao
 76-03-3853 — Manveinoyou Kadjou
 76-03-3854 — Minza Koffi
 76-03-3855 — Magnagawe Kparakpao
 76-03-3856 — N'Ghanaba Dighoughou
 76-03-3857 — Mazobe Tchelim
 76-03-3858 — Mouzou Kodjo
 76-03-3859 — Matomtabena Mtamsa
 76-03-3860 — Meholo Komi
 76-03-3861 — Mangah Kpatcha
 76-03-3862 — Makatiwe Kolonou
 76-03-3863 — Mane Tchélalalo
 76-03-3864 — Magamana Aya
 76-03-3865 — Marouo Komi
 76-03-3866 — Massassaba Tiliguobou
 76-03-3867 — Moustapha Dermene
 76-03-3868 — Mahounta Batoumaté
 76-03-3869 — Malam-Moussa Aboudou Wassirou
 76-03-3870 — Nandja Pando
 76-03-3871 — Nabiya Issoufa
 76-03-3872 — Nadjere Kokou
 76-03-3873 — N'Zonou Kpatcha
 76-03-3874 — N'Gani Evalo
 76-03-3875 — Nabede Kpatcha
 76-03-3876 — Ninkabou Tchontchoko
 76-03-3877 — N'Galaba Toï Yoma
 76-03-3878 — Nougloze Démé
 76-03-3879 — Nassangman Nakoboro

76-03-3880 — N'Tchabe Mabani
 76-03-3881 — Ouro Ali Adéyidè
 76-03-3882 — Ouro-Saou Afoh Mola
 76-03-3883 — Pesse Abalo
 76-03-3884 — Poutouli Akati Madji
 76-03-3885 — Palanga Tchou Pitalinani
 76-03-3886 — Pre Essouham
 76-03-3887 — Patchidi Toï
 76-03-3888 — Pikazam Dadja
 76-03-3889 — Patossa Essao
 76-03-3890 — Pekpessou Essobozou
 76-03-3891 — Potchona Eyoudékédi
 76-03-3892 — Palanga Lalawélé
 76-03-3893 — Pakayi Kpatcha Atchossi
 76-03-3895 — Petezi Pitèmnèwè
 76-03-3896 — Poyozou Magnizibodom
 76-03-3897 — Pandou Yao
 76-03-3898 — Pelei Sossadoko
 76-03-3899 — Panawai Kodjo
 76-03-3900 — Pidassa Akala
 76-03-3901 — Sakie Nika
 76-03-3902 — Sariki Tama
 76-03-3903 — Sama Adam
 76-03-3904 — Soussou Bataréwa
 76-03-3905 — Samari Saïbou
 76-03-3906 — Sandjina Napo
 76-03-3907 — Sanda Abalo
 76-03-3908 — Soba Abalo
 76-03-3909 — Somia Koffi
 76-03-3910 — Sekou Tchila-Abalo
 76-03-3911 — Sib-Tion Aléra
 76-03-3912 — Sanipera Taidou
 76-03-3913 — Simliwa Kao
 76-03-3914 — Simba Balimoyo
 76-03-3915 — Soba Téli
 76-03-3916 — Seybou Arouna
 76-03-3917 — Souloukou Kagna
 76-03-3918 — Samo Kossi
 76-03-3919 — Tantiba Mikouadodiba Koba
 76-03-3920 — Tchei Aboua Toï
 76-03-3921 — Tougoma Atam
 76-03-3922 — Takougnadi Pagnidounidéou
 76-03-3923 — Tchao N'Djaa
 76-03-3924 — Tchalla Koubalo
 76-03-3925 — Tchelim Koffi
 76-03-3926 — Tchangai Adjah
 76-03-3927 — Tabawena Doroua
 76-03-3928 — Tchalla Adjaa
 76-03-3929 — Tchédéli Téou
 76-03-3930 — Tchonda Egoulou
 76-03-3931 — Tcheka Konga Padabizimondom
 76-03-3932 — Tighanikpa Léghala
 76-03-3933 — Tchassanti Bassah
 76-03-3934 — Teoussama Dao
 76-03-3935 — Tafaya Kadjana
 76-03-3936 — Takou Tchao
 76-03-3937 — Tchala Pitchawé
 76-03-3938 — Tchassi Tchaa
 76-03-3939 — Tazou N'Kparo
 76-03-3940 — Tchangbayo Akla-Esso
 76-03-3941 — Tchekre Soungo
 76-03-3942 — Tchawa Tchassé

76-03-3943 — Toubaye Essognina
 76-03-3944 — Tetou Pré Pnam-Napé
 76-03-3945 — T. essea Palakiyem
 76-03-3946 — Talaki Ligbèzim Kaffo
 76-03-3947 — Tchiyou Abalo Bébériyem
 76-03-3948 — Tcheleke Atchia
 76-03-3950 — Tchadja Aboulayi
 76-03-3951 — Tchakpala Awesso
 76-03-3952 — Tchakpala Tchara-Abalo
 76-03-3953 — Tchakpala Toyi Takouda
 76-03-3954 — Tamtou Akiliesso
 76-03-3955 — Tcheta Abalo
 76-03-3956 — Tchalla Komi
 76-03-3957 — Tchetina Kozou
 76-03-3958 — Tawelessi Yom
 76-03-3959 — Tenon Kossi
 76-03-3960 — Tawa Ataou
 76-03-3961 — Tchassama Sayibou
 76-03-3962 — Tagba Atbolé Bétchézi-Badi
 76-03-3963 — Tifo Bitodjir
 76-03-3964 — Takouda Ngban
 76-03-3965 — Tchare Péfeyou
 76-03-3966 — Tchafawi Sourou
 76-03-3967 — Tene Gbessou
 76-03-3968 — Tchondo Alonkossi Balaké
 76-03-3969 — Tchamdja Mawakouwè
 76-03-3970 — Walla Tchilabalo Simboou
 76-03-3971 — Wouyo Sonè
 76-03-3972 — Watou Tchotchou
 76-03-3973 — Wara Pitalinani
 76-03-3974 — Yao Abalodjam Balakiyém
 76-03-3975 — Yabote Nikabou Kossi
 76-03-3976 — Yora Souu
 76-03-3977 — Yao Assih
 76-03-3978 — Yaketa Mamam
 76-03-3979 — Yao Gamélé
 76-03-3980 — Yorou Patchakinam
 76-03-3981 — Assamla Kokou
 76-03-3982 — Anigoleme Tartchala
 76-03-3983 — Akoutou Aliko Tchimsa
 76-03-3984 — Anahea Wollime
 76-03-3985 — Ahouou Karoh
 76-03-3986 — Agbeontete Alouandjou
 76-03-3987 — Andeu Akamakoudime Kpassiwa
 76-03-3988 — Agninde Kossi
 76-03-3989 — Adam Karissou
 76-03-3990 — Amoulo Morou
 76-03-3991 — Arregbah Assikissa
 76-03-3992 — Allengueyere Walmassé Adébayo
 76-03-3993 — Agbriyo Ayéba Anamandalo
 76-03-3994 — Anama Koffi
 76-03-3995 — Boumboune Pandame
 76-03-3996 — Barnabo Ténii
 76-03-3997 — Biegou Alassani
 76-03-3998 — Biegou Séni
 76-03-3999 — Bambah Laïri
 76-03-4000 — **Boukafo Attah**
 76-03-4001 — Douiti Matiéyendou
 76-03-4002 — Djagambi Yokwogou
 76-04-4003 — Douiti Lambine
 76-04-4004 — Douiti Gnandja
 76-04-4005 — Djato Yao

76-04-4006 — Douiti Damigou
 76-04-4007 — Feteke Ibouaïma
 76-04-4008 — Gnama Assimbé
 76-04-4009 — Gnali Atéloh
 76-04-4010 — Gnagna Gnimboudjou
 76-04-4011 — Gnali Aloukourio
 76-04-4012 — Hantou Aguinime
 76-04-4013 — Kouma Kodjo
 76-04-4014 — Kombate Bèma
 76-04-4015 — Kombate Nalondja
 76-04-4016 — Kanyemba Bantinti
 76-04-4017 — Kokou Ali
 76-04-4018 — Kolani Kangbéni
 76-04-4019 — Kouatidja Yacoubou
 76-04-4020 — Kpanakou Ayitra
 76-04-4021 — Komna Kokou
 76-04-4022 — Kourfangah Tina Mtanfawè
 76-04-4023 — Kpaou N'Da Iféou
 76-04-4024 — Lamboni Lardja
 76-04-4025 — Lakbayo Awoulimir
 76-04-4026 — Militou Kadjou
 76-04-4027 — Mogtre Koffi
 76-04-4028 — Natchipien Wiminpague
 76-04-4029 — Niga Saya
 76-04-4030 — Nayeni Gbadja
 76-04-4031 — Narimbe Animbare Assèwana
 76-04-4032 — Oussene Natta
 76-04-4033 — Otete Atélo
 76-04-4034 — Orou Alouandjou N'Tolé
 76-04-4035 — Oumata Badori Mboman
 76-04-4036 — Odanou Oumorou
 76-04-4037 — Sambieni Nanobi Ougadja
 76-04-4039 — Siya Matékoum
 76-04-4040 — Sibiti Yacoubou
 76-04-4041 — Tiem-De-Pana Nayombate Sartchi
 76-04-4042 — Tcharteme Kandjo Assotina Nanlèba
 76-04-4043 — Tella Koffi Tascou
 76-04-4044 — Tchoukli Kpassilourou
 76-04-4045 — Tchambango Atassime
 76-04-4046 — Tchango Anarème
 76-04-4047 — Wonibangue Azouma
 76-04-4048 — Yark Nassoma
 76-04-4049 — Yandja Kpéndja

Les intéressés seront nourris gratuitement pendant la durée légale.

Décision n° 215-PR-MDN du 20/10/76 — Les recrues dont les noms suivent sont engagées dans l'armée nationale togolaise pour compter du 1er août 1976 et affectées ledit jour au centre national d'instruction des forces armées togolaises à Lama-Kara.

76-03-3466 Tchatcho Katanga
 76-03-3642 Amana Balakibawi
 76-03-3752 Ekpaou Akawènaou
 76-03-3773 Katanga Mondjonibè
 76-03-3815 Kilim Togani
 76-03-3894 Peterre Poudouma
 76-03-3949 Telou Ligbèzim
 76-04-4038 Sama Abdoul Wahabou
 76-04-4050 Aregba Waka.

Les intéressés seront nourris gratuitement pendant la durée légale.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 387-MFE-DSGCA-PC du 17 novembre 1976
portant réorganisation du système des examens de permis de conduire.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 69-130 du 23 juin 1969 portant création du service des transports routiers ;

Vu l'arrêté du 26 janvier 1928 réglementant la protection et l'usage des voies publiques au Togo et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret du 16 juin 1935 étendant au Togo la réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation fixée par le décret du 24 juin 1934 rectifié par celui du 14 février 1935 ;

Vu le décret 76-186 du 13 octobre 1976 modifiant l'article 3 du décret 69-130 du 23 juin 1969 ;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application au Togo du décret du 16 juin 1935 rendant applicable au Togo le décret du 21 juin 1934 portant réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique ;

Sur proposition du directeur des services du garage central administratif et des permis de conduire,

ARRETE :

Article premier — Les permis de conduire sont délivrés par les services du garage central administratif et des permis de conduire aux candidats ayant subi avec succès les épreuves à cet effet.

Art. 2 — Le déroulement des épreuves dans les différents centres d'examen est assuré par les membres du Jury désignés à cet effet.

Art. 3 — Les membres du jury des examens des permis de conduire sont nommés par arrêté du ministre des finances et de l'économie sur proposition du directeur des services du garage central administratif et des permis de conduire.

Art. 4. — Tous les membres du jury doivent prêter serment devant le tribunal de droit moderne avant leur prise de fonction.

Art. 5. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté son abrogées.

Art. 6. — Le directeur des services du garage central administratif et des permis de conduire est chargé de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au *journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 17 novembre 1976

Yao Grunitzky

Membres du jury d'examen du permis de conduire

Arrêté n° 388-MFE-DSGCA-PC du 17/11/76 — Sont nommées membres du jury des examens des permis de conduire les personnes dont les noms suivent :

capitaine Gnofame Zoumaro	E.G.S.
M. Brenner Tchalié	C.N.P.P.
It. Lawani Adétchéssi	2e B.M.
a/c Namessi Amavi Zoka ..	gendarmerie nationale
a/c Voedzo Messa Komi	1 ^{er} R.I.T.
a/c Kponomaizoun Kwamvi,	gendarmerie nationale
M. D. L. Chef Kougbagan Amah	E. G. S.
M. Atcha Yaya	garage central adtif.
s/c Koene Kossi	E. G. S.
s/c Tchedre Gbandi	E. M.

M. D. L. Chef Sewavi Tété, gendarmerie nationale
officier de Police Agounke Kokou, sûreté nationale
brigadier chef Midekor Akouété, sûreté nationale
M. Gunubu Kodjo Zaklu, sce. des transports routiers
M. Adama Ayivi sce. du garage central adtif.
Kerim Kouro, observateur président des transporteurs.

Les membres du jury ainsi nommés doivent obligatoirement prêter serment avant leur prise de fonction.

Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

ARRETE N° 389-MFE-DSGCA-PC du 17 novembre 1976
fixant les modalités d'application du décret n° 75-236 du 24 décembre 1975, modifié par le décret 76-186 du 13-10-76 relatif aux permis de conduire les véhicules à moteur.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;

Vu le décret n° 69-130 du 23 juin 1969 portant création du service des transports routiers ;

Vu l'arrêté n° 429 du 25 juillet 1938 fixant les modalités d'application dans la République togolaise du décret du 16 juin 1935 rendant applicable au Togo le décret du 21 juin 1934 portant réglementation pour l'usage des voies ouvertes à la circulation publique ;

Vu le décret n° 75-236 du 24 décembre 1975 modifié par le décret 76-186 du 13-10-76 relatif aux permis de conduire les véhicules à moteur ;

Vu la loi des finances n° 65-25 du 3 janvier 1965 fixant en son article 13, les droits et taxes applicables en matière de permis de conduire et des cartes grises modifiés par l'ordonnance n° 46 du 22 novembre 1968 ;

Vu l'ordonnance n° 33 du 30 décembre 1970 constituant loi de finances pour l'exercice 1971 ;

Sur proposition du directeur des services du garage central administratif et des permis de conduire,

ARRETE :

Article premier — Il est créé un permis de conduire professionnel par décret n° 75-236 du 24 décembre 1975. Pour obtenir ce permis, tout candidat doit produire :

- Une demande sur papier timbré,
- 4 photos d'identité
- 2 timbres fiscaux à 250 francs
- le permis dont il est titulaire (en communication)
- 1 certificat médical ayant au plus trois mois de date,

et une quittance justifiant le paiement du droit afférent à l'obtention de ce permis et dont le taux est fixé à 1000 francs et subir un examen approfondi du code de la route et une interrogation sur ses connaissances en matière de mécanique auto et d'entretien des véhicules devant un jury présidé par le directeur du garage central administratif et des permis de conduire ou son représentant dûment mandaté.

En cas de succès, une carte spéciale de couleur bleue de validité renouvelable tous les ans lui sera délivrée.

Art. 2. — 1) Pour obtenir ce renouvellement, tout candidat doit produire :

- Une demande sur papier timbré,
- Un certificat médical ayant au plus trois mois de date,
- Une quittance justifiant le paiement du droit afférent fixé à 800 francs.

2) Pour obtenir un duplicata, tout candidat doit produire :

Une demande sur papier timbré

— 2 photos d'identité

— 2 timbres fiscaux à 250 francs et une quittance justifiant le paiement du droit afférent, fixé à 800 francs.

Art. 3. — La composition du jury d'examen est fixée comme suit :

Président : Le directeur des services du garage central administratif et des permis de conduire.

Membres : Les commandants des groupements n° 1 et n° 2

— Le directeur de la sûreté nationale ou son représentant

— Le chef de service des transports routiers ou son adjoint

— Le directeur des travaux publics

— Membres désignés suivant l'article 1 de l'arrêté n° 388/MFE/DSGCA/PC. du 17 novembre 1976.

Art. 4. — Les centres d'examen sont fixés à Lomé, Atakpamé, Sokodé et Dapaon.

Art. 5. — Le directeur du garage central administratif et des permis de conduire est chargé de l'application des dispositions du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République du Togo et aura effet à partir du 1^{er} janvier 1977.

Lomé, le 17 novembre 1976

Yao Grunitzky

Autorisations de paiement

Décision n° 1410-MFE-F du 15-11-76 — Est autorisé le paiement au profit de la révérende sœur Dédévi Gbikpi, de la somme de cinq cent mille (500.000) francs cfa, représentant la contribution du gouvernement aux frais de fonctionnement des œuvres sociales privées à Sokodé (Tchaoudjo).

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 85-31 à Lomé ouvert au nom de l'intéressée.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1976, chapitre 44, article 17.

Décision n° 1412-MFE-F du 16-11-76 — Est autorisé le paiement de la somme de cent cinquante millions (150.000.000) de francs cfa représentant la quatrième tranche de subvention pour le fonctionnement de l'université du Bénin (U.B.) au titre de l'exercice 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo au nom de l'U.B.

La dépense est imputable au budget général exercice 1976, chapitre 44, article 15.

Décision n° 1414-MFE-F du 16-11-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'association internationale pour le développement de la documentation, des bibliothèques et des archives en Afrique (AIDBA), de la somme de un million deux cent mille (1.200.000) francs cfa, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 500 612-G à l'USB à Dakar-Sénégal au nom de ladite association.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1419-MFE-F du 16-11-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation de l'aviation civile internationale (OACI), de la somme de deux millions deux cent cinquante deux mille cent soixante dix sept (2.252.177) francs cfa, soit 9.081,36 dollars USA, représentant les contributions arriérées du Togo à ladite organisation au titre des années 1975 et 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 458-518-8 ouvert auprès de la Banque Royale du Canada-1140, rue Ste Cathérine Ouest Montréal (Canada).

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 1421-MFE-F du 16-11-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'agent intermédiaire des recettes de l'ENPT, de la somme de huit cent mille (800.000) francs cfa, représentant les frais de scolarisation de quatre stagiaires togolais de l'école nationale sénégalaise des postes et télécommunications au titre de l'année scolaire 1975/76.

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 27648 au nom de l'agent intermédiaire des recettes de l'ENPT à Dakar-Sénégal.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1423-MFE-F du 16-11-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation de l'Unité Africaine (OUA), de la somme de vingt quatre millions cinq cent cinquante sept mille vingt deux (24.557.022) francs cfa, soit 98.228,09 dollars E.U., représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1976.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 0110 auprès de la banque commerciale d'Ethiopie à Addis-Abéba au nom de l'O. U. A.

La dépense est imputable sur le budget général exercice 1976, chapitre 43, article 3, paragraphe 2. ... 20 000.000

chapitre 43, article 3, paragraphe 2 a (contribution imprévue) 4.557.022

Total en francs cfa 24.557.022

MINISTERE DU PLAN

Autorisations de paiement et de virement

Décision n° 153-MP-DGPE-SFCEP du 22-10-76 — Est autorisé le paiement en faveur de Humphreys et Glasgow LTD, 22 Carlisle Place London SW1, à son compte ouvert à l'Union togolaise de Banque (UTB) à Lomé sous le n° 60.283, de la somme de trente six millions cent soixante dix

huit mille six cent soixante neuf (36.178.669) cfa en règlement de ses factures n°s 165, 166, 168, 170 émises en application des clauses des contrats du 20-7-71 et ses avenants.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement exercice 1976, titre IV, chapitre 4, article 3, paragraphe 1, rubrique-a.

Décision n° 167-MP-DGPD-SFCED du 4-11-76 — Est autorisé le virement en faveur de l'institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières (IRAT) à Lomé, à son compte ouvert auprès de la CNCA sous le n° 223-A, de la somme de dix millions (10.000.000) de francs cfa au titre de la participation togolaise au programme de recherches sur les cultures vivrières pour l'année 1976.

La dépense est imputable au budget d'investissement et d'équipement 1976, titre III, chapitre 1, article 1, paragraphe 2, rubrique a (cfa n° 236-76 du 20 octobre 1976).

Décision n° 170-MP-DGPD-SFCEP du 9-11-76 — Est autorisé le paiement au profit de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASE-CNA), à son compte ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) sous le n° 92.70.142, de la somme de dix millions (10.000.000) de francs cfa représentant la première tranche du financement des équipements du restaurant de l'aéroport international de Lomé-Tokoin.

La dépense est imputable sur le budget d'investissement exercice 1973, titre II, chapitre 9, article 2, paragraphe 1, rubrique c (cf. n° 271-75 du 1er octobre 1975).

MINISTERE DE LA JUSTICE, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 1132/MJFPT/MFE
du 19 novembre 1976 portant règlement de la situation financière des fonctionnaires détachés auprès du gouvernement de la République togolaise.**

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,
DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL,

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;

Vu le décret n° 69-113 du 28 mai 1969 portant modalités communes d'application du statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret n° 61-26 du 16 mars 1961 fixant le règlement sur la solde et les allocations accessoires accordées aux fonctionnaires de la République togolaise,

ARRETEMENT :

Article premier — Les fonctionnaires provenant d'autres Etats, en position de détachement auprès du gouvernement de la Rép. togolaise, seront soumis au mode de classement et aux barèmes de salaires en vigueur dans la fonction publique togolaise.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera

Lomé, le 19 novembre 1976

**Le ministre de la justice, de la fonction publique
et du Travail,**

N. Gbegbeni

Le ministre des finances et de l'économie,

Y. Grunitzky

Admissions

Arrêté n° 1019-MJ-FP-T du 22-10-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) ou du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général) :

Edoh Amouzou K.	Anoumou Koutoumna Kodjo
Badie Ezie Kou	Bongue Nawab Kandjiéb
Kaligora Lamega	Ahare Ayémha Ossombe
Viagbo Kokouma	Apetogbor Ayawovi
Ikavi Izalé	Ahyee Ayayi Avolekadzi
Daku Kwami Dziwonou	Affo Atti Atchah
Atiakpo K. Aménanyawou	Guetou Fada Akandjao
Adogli Komi Modzinou	Evou Koffi Sétoglo
Lawson Latévi Ablodé	Wakiyou Abalo
Agbédanou K. Tonyewonyan	Gbohoun Komi Nonvignon
Nikabou Nadjombé	Tamgbandja B. G. Tcha-Bwè
Djagny Edem Toto	Akue Moevi Kozey Adoté
Alfassa-Kondo Ayor	Mensah Komi Mawuena
Gounou A. Bamoussibala	Nyaga Botsuie Mawuli

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1020-MJ-FP-T du 25-10-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général) :

Adobley K. A. Aziaty	Wilson Bahun A. Anihouvi
Koffi Dagnon	Akohan Ezi Akofato
Atiego-Noglo D. Milomianoewo	Sambiani Boré Souk
Eklou Odah	Massoughodji E. S. Ahlinvi
Fumey Adjé K. Fumako	Tchagbele Kigberou
Tegbe Komi Gadagbui	Arfa Massimla
Doh-Ollo Koku Mèsa	Adjavon A. Womewonyan
Kpacha Tchagbeou	Banatoma Mindima
Kadjawatou Diwawe M'Ba	Kouigan Aholoussi
Baba Biyalo Watara	Koto K. K. Kumedzro
Ayikoe Téko	Kadanga Essohouna
Bagnan Akawélo	Kouroupara Akili Afez
Mawouna Batoga	Kabie Kodjo Bawimodom

Alfa Komou M. Makliwé	Ouro-Djobo E. N'Gué-Bilawé
Tama Balawi	Collohn A. B. Alafiatawi
Méba A. Bontchongbawi	Woamey Koffi Séyénam
Comlan Ohin	Agbeli Kodjo Ahianyio
Djegri Gbandi	Eklou Boko Abra Mifatu
Djinadja Kokou Sewonou	Kadanga Kpatcha
Tsiglo Koimi	Gaffan Yaovi
Atikpo K. D. Sémenyo	Aguidi Amétonyo

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1021-MJ-FP-T du 25-10-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) ou du probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général):

Nassoma Kambara Kabtiè	Zinsou Z. V. Akpahoundali
Defe Komlavi Venunyé	Acolatse Yawo Gbogbo
Affala Pandoumi	Obakou Komla Attéwou
Tchangai Komi	Labodja Sadji Essofah
Tchein Gnandi	N'Dakpazé H. Mèwèguèlè
Klokpe Kwami	Folly D. M. Comlanvi
Kpetigo Kodjo Evedjinawo	Adjalla Toundé Kilanko
Allado Kodjo Djévi	Abalo Comlan
Flevi Komlan	Agbobli Kodjovi Masso
Bitoke Batataké	Ahianou Dodji
Agoro Tchagaffo	Aziadapou Amah Aziangbé
Lawson Z. L. Mensah	Touweka Comlan
Djada Barandao N'ja	Djolouwa S. Mikénayema
Amefia Kossi Amekamado	Fofana Bozoro
Akakpo J. Atsou	M'Poiri M'Po Taféti
Atsu Kossi Foukémou	Sogoyou Bèkèyi Essoham
Tomfaya Yandi Dibora	Agboku Yaovi Fogan
Gotoma Yakawa	Mawuena Badjéné Kokouvi
Tangao Z. Abdoulahi	Adjavontse Kudjo Essussui
Esso Tchédre	Klu Yawoavi Esonoam
Dougouba Gnatoulma	Kadenga Esso-Hanam
Yador Kossi Novinyo	Batoma Djotta
Edihe Kodjo Amégblé	Mensah T. Amoukinwoua
Kalao Samba	

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1023-MJ-FP-T du 25-10-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du diplôme d'ingénieur-agronome d'exécution de l'école supérieure d'agronomie de l'université du Bénin, sont admis comme suit dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs d'agriculture de 2e classe 2e échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1200) et mis à la disposition du ministre du développement rural:

Adjamagbo Ayélo Okpè, imputation budgétaire: 20-5-1
Gmakagni Baty, imputation budgétaire: 20-7-3
d'Almeida Amah Edoh, imputation budgétaire: 20-15

Edah Komi Alédjé, imputation budgétaire: 20-5-1
Amefia Senyo Yaokouma, imputation budgétaire: 20-8-1
Ayassor Tchambakou, imputation budgétaire: 20-11
Fombo Loumonvi Sodzadan, imputation budgétaire: 20-11
Akueson Kpakpo Tèvie-Gô, imputation budgétaire: 20-5-2
Atsou Yao Kouma, imputation budgétaire: 20-5-2
Tougnon Komlan, imputation budgétaire: 20-14
Atchrimi Awodé Ognadon, imputation budgétaire: O.N.C.A.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1025-MJ-FP-T du 25-10-76 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Danhin Yelokpon Yekoda, l'arrêté n° 157-MJ-FP-T du 10 février 1976 portant nomination.

Arrêté n° 1032-MJ-FP-T du 25-10-76 — M. Kodjo Yovo, titulaire du diplôme d'ingénieur de l'équipement rural de l'école inter-Etats d'ingénieurs de l'équipement rural de Ouagadougou (République de Haute-Volta), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre du développement rural (chapitre 20, article 7, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1040-MJ-FP-T du 27-10-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général):

Tchakpana Itidou Oga	Kutsawa K. A. Mondjinou
Dadonougbo Komlan	Koffi Kadokpè Mensah
Tona Akouété	Adjam Kossi
Agbezo Koffi Dansou	Agboyibo Koffi
Kossi Kwami Mensavi	Avekoe Kodjotsè Selaoka
Onoukoe Kokou	Djasse Waguéna
Aghenokoudji Kodjo	Houetognon B. Agbégnon
Ahomegna Kuma	Kedjagni Kokou
Assemoissan K. Inyéza	Kouhoue N'Ledji
Dahon Kodjovi	Kodjo Kuma Lolonyo
Doumalon Kokou	Sowou Komla Agbessi
Gbesse Koffi Kouma	Adjanor K. C. Landjéko
Howou Koffi-Kouma	Abotsi Kossi Agbényo
Kondo Koffi Edoh	Afantsawo Koffi
Tchitché Kèrity Amétéfé	Amegan G. Kokouvi
Sewa Edotsè	Lássey Tètè Mawutodji
Feteyou Abossa-Esso	Agboati Messan
Dousse Dodji	Ayivon Komlan Agbessi
Doufle Komlan	Fioklou T. K. Tètè
Alles Yekidja	Ragouena B. L. Mindima
Ahomenya Esi N'Yènè	Mineba Y. Moumouni

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1041-MJ-FP-T du 27-10-76 — M. Adote Agbénénanyi Gadjégadj Sédoufia, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G1), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre du plan (chap. 30, art. 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1042-MJ-FP-T du 27-10-76 — Les candidats dont les noms suivent, admis aux concours directs pour le recrutement des assistants de la météorologie ouverts par arrêtés n° 768-MJ-FP-T du 30 juillet 1976 et n° 888-MJ-FP-T du 10 septembre 1976, sont nommés dans le corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile en qualité d'assistants de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre des travaux publics et des mines (chapitre 18, article 6 du budget général).

Johnson Koffi Allim	Ametor K. D. Agbenyo
Afanou Kodjo Mawouko	Assale Kpalou
Ouassao Batimoin	Adopré D. Kodo-Kuma Séfia
Amedoha S. Boumékpo	Amedimele Koffi
Freitas Kwami Tona	Tchalaou Kourmat-Wè.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1043-MJ-FP-T du 27-10-76 — M. Figah Ayavovi, titulaire de la licence de physique-chimie de l'université du Bénin et du diplôme d'études démographiques (DED) de l'institut de formation et de recherches démographiques (I.F.O.R.D.) de Yaoundé (République-Unie du Cameroun), est admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'ingénieur statisticien-économiste de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre du plan (chapitre 30, article 6, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1044-MJ-FP-T du 27-10-76 — M. Abalou Issifou, titulaire de la licence en sciences économiques et du premier certificat de doctorat en économie du développement de l'université de Clermont-Ferrand (France), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre du plan, du commerce, de l'industrie et des transports (exercice 1976, chapitre 30, article 4, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1052-MJ-FP-T du 29-10-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général) :

Tchangai Wiyau	N'to Kossi Abalo
Nyidiku Kodzovi Agbévé	Sodjinou Sovi Etusseh.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1053-MJ-FP-T du 29-10-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat de fin d'études normales (CFEN) de l'école normale supérieure d'Atakpamé, section ENS, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs des collèges d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 6 du budget général) :

Aguey Atifua, née Ata Quam-Dessou Kponton
Domlan Adanyro Akouété
Koua M'Tassa Dibateman
Kokoroko Kodjo Nakoko
Telou Mila-Bellè.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1054-MJ-FP-T du 29-10-76 — Mme Gaba Adjoko Lölönyö Nuwaty, née Lassey Assiakoley, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1058-MJ-FP-T du 2-11-76 — M. Mayonou Laré Damsane, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1059-MJ-FP-T du 2-11-76 — M. Ketevi Ayavovi Mawuvi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du brevet d'études professionnelles (BEP), est admis dans le cadre interministériel

des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 4, paragraphe 8 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 1060-MJ-FP-T du 2-11-76 — Mlle. Sessi Manavi Mawussé, employée de bureau permanente 6e catégorie échelle B, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) option employée de bureau et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 42, article 16 du budget général).

Mlle Sessi Manavi Mawussé, dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne les émoluments égaux ou supérieurs.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1061-MJ-FP-T du 2-11-76 — Mme Gnassingbe Koomlan, née Badjona, titulaire du brevet d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire (BEPC) et du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice adjointe de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général, chapitre 24, article 7).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 1062-MJ-FP-T du 2-11-76 — Les personnes dont les noms suivent, titulaires du brevet d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire (BEPC), sont admises dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mises à la disposition du ministre de l'éducation nationale. (budget général — chapitre 24 article 7):

MM. Donkovi Kodzo
Tsedze Komi Mensah
Salami Baba-Agba
Tinafeyi Malabouwè
Missikoua Komla
Dossou (Victor)
Diapena Koffi Nidudumi
Bakoya Sakpala
Potchona Anaawou Wiyau
Kokou Mihloindo
Samah Kafui Komlan
Edorh Sémého Mitronunya

Amevor Kodjo Inyéza Soklou
Edoutso Atsu Edi
Djidotor Fo Komi Venononyo
Kpendine Amouta
Agbermakpole Adjéyi
Kouta-Lopatey N'Gnolagbessi
Amedzeape Yao
Porote Tei
Agbo Kokou Elémawussi
Tchedie Bayèkim Yao
Gomina Elimdabalo Padassa
Komou Samié Siraréwa
Badjaliwa Kitimbo Sim
Amana Amahèti (Augustin)
Passai Aklam
Gbedevi Kossi
Koku Logan Elom
Tebeni Komlan
Datoma Lawa
Amutchi Kossi Imo
Tchalla Talaki Daou
Amehame Kossitsè Tsonimla Ekougbe
Simkpa Wiyao
Mindamou Elaba Patana
Apenou Komla Agbésimé
Padakale Yoma Eyanam
Adza Komla Agbenyo

Mmes Assiobo Gbétoukoui, née Atati
Sakpane Kossiwa Koma Yatta, née Katounke
Mlles Besseh Yawa Dzighodi Adem
Sumsah Kossiwa Dzighodi.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 1063-MJ-FP-T du 2-11-76 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général):

Gbenouga Kukui Djowassin
Agbo Akua Nana, née Gblem
Hodigue Yawo Kinikini.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Intégrations

Arrêté n° 1022-MJ-FP-T du 25-10-76 — Les agents techniques et sages-femmes du corps du personnel médical et technique de la santé publique ci-après désignés, titulaires du diplôme universitaire d'assistant médical de l'université du Bénin sont, en attendant la parution du statut particulier du corps des techniciens supérieurs de la santé publique, intégrés comme suit dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attachés d'administration pour compter du 1^{er} janvier 1976:

NOM & Prénoms	Ancienne situation	Nouvelle Situation	Ancienneté Conservée	Imputation Budgétaire
Kabraitema Anakpan (Bruno)	agt. tech. de 1re cl. 2e éch. (Ind. 1250)	at. d'ad. de 2e cl. 3e éch. (Ind. 1300)	1 a 10 m 6 j	CHU
Andjao Matengtetou (Boniface)	agt. tech. de 2e cl. 4e éch. (Ind. 1050)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. (Ind. 1100)	3 m 7 j	22-9
Salah Gandhi Etsri (Festus)	agt. tech. de 2e cl. 2e éch. (Ind. 850)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. (Ind. 1100)	néant	CHU
Gun Têko (Justine)	sage-femme de 2e cl. 4e éch. (Ind. 1050)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. (Ind. 1100)	25 j	U B
Akakpo Dédé (Léocadie)	sage-femme de 2e cl. 4e éch. (Ind. 1.050)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. (Ind. 1100)	5 m	U B
Ayea Ablavi (Victorine), née Afandomi	sage-femme de 1re cl. 1er éch. (Ind. 1150)	at. d'ad. de 2e cl. 2e éch. (Ind. 1200)	7 m 15 j	22-5
Bakou Enyohalé (Odette)	sage-femme de 1re cl. 1er éch. (Ind. 1.150)	at. d'ad. de 2e cl. 2e éch. (Ind. 1200)	5 m 17 j	22-8-2
Sanveo Démessi (Cécile)	sage-femme de 1re cl. 2e éch. (Ind. 1.250)	at. d'ad. de 2e cl. 2e éch. (Ind. 1300)	1 a 2 m 4 j	CHU
Salami Ayaodé (Agnès)	sage-femme de 1re cl. 1er éch. (Ind. 1.150)	at. d'ad. de 1re cl. 1er éch. (Ind. 1.200)	10 m 20 j	22-5

Les infirmiers, infirmières et assistants d'hygiène d'Etat du corps du personnel médical et technique de la santé publique ci-après désignés, titulaires du diplôme universitaire d'assistant médical de l'université du Bénin, sont, en attendant la parution du statut particulier du corps des techniciens supérieurs de la santé publique, intégrés comme suit dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attachés d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A 2-indice 1100) pour compter du 1^{er} janvier 1976):

Akpatsi Kokou (Théophile)	infr. d'Etat de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	néant	CHU
Salako Adjon (Agnès)	infr. d'Etat de 1re cl. 2e éch. (Ind. 800)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	22-5
Tagba Bourougou Batankmnawè (Clément)	infr. d'Etat de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	— « —
Lawson Akouété (Damien)	infr. d'Etat de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	— « —
Djagadou Kokou (Emmanuel)	infr. d'Etat de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	UB
Agbotse Yao (René)	infr. d'Etat de 1re cl. 3e éch. (Ind. 850)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	22-5
Amouzou Koffi (Alexandre)	infr. d'Etat de 1re cl. 2e éch. (Ind. 800)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	22-5
Afangbedji Gaglo (Bernard)	infr. d'Etat de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	— « —
Ekouevi Ayabavi (Patricia)	infr. d'Etat de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	UB
Akogo Koffi (Richard)	infr. d'Etat de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	at. d'ad. de 2e cl. 1er éch. stagiaire (indice 1.100)	— « —	22-5
Zozo Kossi (Christophe)	infr. d'Etat de 1re cl. 2e éch. (Ind. 800)	— « —	— « —	22-8-4
Iwou Koffi	as. d'hyg. d'E. de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	— « —	— « —	— « —
Edorh Ananou Semé (Michel)	as. d'hyg. d'E. de 1re cl. 2e éch. (Ind. 800)	— « —	— « —	— « —
Aguh Koffi Edonu (Michel)	infr. d'Etat de 1re cl. 1er éch. (Ind. 750)	— « —	— « —	22-5

Arrêté n° 1039-MJ-FP-T du 27-10-76 — M. Adognon Koffi (Séverin), ingénieur de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 1500) du corps des fonctionnaires de la statistique générale, qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle à l'institut de formation et de recherche démographique (I.F.O.R.D) de Yaoundé (R.U.C.) est intégré dans la hiérar-

chie supérieure en qualité d'ingénieur statisticien économiste de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A1-indice 1600) pour compter du 30 juin 1976 (AC néant) et conserve son affectation actuelle (chapitre 30, article 6, paragraphe 2 du budget général).

Arrêté n° 1051-MJ-FP-T du 29-10-76 — M. Ayayi Ayi Mensa (Edouard), adjoint technique d'agriculture de 1^{re} classe 2^e échelon (indice 800) du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de l'institut panafricain pour le développement de Douala (RUC), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 2^e échelon (catégorie B-indice 850) pour compter du 2 juillet 1976 (AC néant) et conserve son affectation actuelle (chapitre 34, article 12, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 1070-MJ-FP-T du 4-11-76 — Mme Tsolenyanu Ayoko (Florence), adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon (indice 650) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série G1), est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) et conserve son affectation actuelle (budget autonome du C.H.U.) A.C. néant.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1071-MJ-FP-T du 4-11-76 — M. d'Almeida Ayayi Elom (César), secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon (indice 950), qui a suivi avec succès un stage de formation professionnelle à l'école nationale du trésor de Paris (France), est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans celui du trésor en qualité d'inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1100) et conserve son affectation actuelle (chapitre 8, article 13 du budget général) pour compter du 20 juin 1976 (AC néant).

Arrêté n° 1099-MJ-FP-T du 15-11-76 — M. Alfa Kpatacha (Célestin), adjoint technique de 1^{re} classe 2^e échelon (indice 1250) du corps des fonctionnaires des chemins de fer, admis à l'examen des inspecteurs des chemins de fer allemands dans le domaine du service technique des machines et du service électronique, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'inspecteur de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A2-indice 1300) pour compter du 14 août 1976 (A.C. 9 mois 25 jours).

Arrêté n° 1110-MJ-FP-T du 16-11-76 — M. Eza Kouassivi (Théophile), attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon (indice 1200) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire de la licence en droit de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'administrateur civil 1^{er} échelon (catégorie A1-indice 1300).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 1113-MJ-FP-T du 17-11-76 — Mlle Simpini Edem Akuvi, institutrice adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 550) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégrée dans la hiérarchie supérieure en qualité d'institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Détachements

Arrêté n° 1036-MJ-FP-T du 26-10-76 — M. Abalodo Bagbaba, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la société togolaise de coton à Lama-Kara est placé dans la position de détachement pour servir auprès de la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Durant la période de détachement, les émoluments de M. Abalodo, ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la CNSS.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6 pour cent.

Le présent arrêté a effet pour compter du 19 octobre 1976.

Arrêté n° 1037-MJ-FP-T du 26-10-76 — M. Nyansa Tchessy Atanyi Blezza, inspecteur de 1^{re} classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires du trésor, en service à la direction des finances à Lomé, est placé dans la position de détachement pour cinq ans auprès de l'agence de crédit du projet du développement (ACP) de la région maritime.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Nyansa seront à la charge du projet.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} septembre 1976.

Arrêté n° 1120-MJ-FP-T du 18-11-76. — M. Namoro Komotaney, commis d'administration principal de classe exceptionnelle du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au ministère de la fonction publique et du travail, est placé dans la position de détachement pour servir auprès de Togofruit.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. Namoro, ainsi que la contribution complémentaire seront à la charge de Togofruit.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} décembre 1976.

Fin de détachements

Arrêté n° 1017/MJ/FP/T du 22/10/76 — Il est mis fin au détachement auprès de l'hôtel de la paix des fonctionnaires ci-après désignés :

— Adekambi Comlan (Alexandre), secrétaire d'administration de 2° classe 3° échelon

— Gaba Ekoué (Alfred), secrétaire d'administration de 2° classe 3° échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du haut commissaire au tourisme.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 15 novembre 1976.

Arrêté n° 1018/MJ/FP/T du 22/10/76 — Il est mis fin au détachement auprès de l'hôtel de la paix de M. Ali Balikou, attaché d'administration de 2° classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale.

L'intéressé est remis à la disposition du directeur général du travail, de la main-d'œuvre et des lois sociales.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} novembre 1976.

Radiations

Arrêté n° 1072/MJ/FP/T du 4/11/76 — M. Kossi Yawo (Christophe), professeur de 3° classe 2° échelon stagiaire, en service au lycée technique de Lomé, est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour compter du 3 mars 1976 pour abandon de poste.

Arrêté n° 1073/MJ/FP/T du 4/11/76 — M. Freitas Doe Yawa, instituteur de 2° classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au lycée Gnassingbé de Tsévié, est rayé du corps du personnel de l'enseignement pour compter du 13 septembre 1976, pour inaptitude professionnelle.

Arrêté n° 1074-MJ-FP-T du 4/11/76 — M. Lawson Body Latévi Nyuiwodjigbé, professeur de 3° classe 1^{er} échelon, en service au collège Saint Joseph, est rayé de l'effectif du personnel de l'enseignement pour compter du 13 septembre 1976 pour abandon de poste.

Arrêté n° 1086/MJFPT du 9/11/76 — M. Kavege-Koffi Dodji, rédacteur de 2° classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, en service à la télévision, est rayé des effectifs du personnel de la radiodiffusion, pour abandon de poste.

Le présent arrêté a effet pour compter du 15 octobre 1976.

Arrêté n° 1112/MJ/FP/T du 17/11/76 — Est acceptée pour compter du 13 octobre 1976, la démission de son emploi offerte par M. Gnatiko Amuzu Méliké,

adjoint administratif de 2° classe 2° échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au contrôle financier.

Arrêté n° 1124/MJ/FP/T du 18/11/76 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Galokpo Koffi (Aubert Philippe Jules), l'arrêté n° 16/MJFPT du 9 janvier 1976.

M. Galokpo Koffi (Aubert Philippe Jules), instituteur de 2° classe 1^{er} échelon, est rayé des effectifs du personnel de l'enseignement pour compter du 6 novembre 1975, pour abandon de poste.

Arrêté n° 1034/MJ/FP/T du 25/10/76 — Est acceptée pour compter du 16 septembre 1976, la démission de son emploi offerte par M. Afeto Anani Kodzo Blewusi, instituteur-adjoint stagiaire de 3° classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au collège d'enseignement général de Nyamassila.

Licenciement

Arrêté n° 1055/MJ/FP/T du 2/11/76 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 668/MFP du 20 octobre 1974 portant licenciement de M. Aziankou Kossi (Alphonse), instituteur-adjoint de 3° classe 2° échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement.

L'intéressé est remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 24, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 9/11/76 à l'arrêté n° 744/MJFPT du 23 juillet 1976 mettant fin au détachement d'un fonctionnaire.

Au lieu de :

Il est mis fin au détachement auprès du gouvernement de la République togolaise de Mme Dovi Rosalie, institutrice principale de classe exceptionnelle du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école publique de Nyékonakpoé à Lomé.

Lire :

Il est mis fin au détachement auprès du gouvernement de la République togolaise de Mme Dovi Rosalie, institutrice principale 3^e échelon du cadre des personnels de l'enseignement du premier degré de la République Populaire du Bénin.

Le reste sans changement.

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Nominations

Décision n° 277-MDR du 16-11-76 — M. Doe Kodzovi, ingénieur d'agriculture de 1^{re} classe 1^{er} échelon (catégorie A1), est nommé chef du service des engrais et moyens de production agricole.

Ses émoluments demeurent imputables au chapitre 20, article 5, paragraphe 1 du budget général.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 278-MDR du 19-11-76. — Sont nommés cumulativement à leurs fonctions, les agents dont les noms suivent pour le fonctionnement du secrétariat permanent du comité national de la campagne mondiale de lutte pour l'alimentation — action pour le développement (C.N./CMLA/AD) :

Responsable du bureau de Nutrition et d'alimentation

M. Ayeboua Tossou Abakan, ingénieur d'agriculture, en service à la direction de la nutrition et de la technologie alimentaire à Cacaveli.

Responsable du bureau des relations

M. Kuakuvi Quam Djodji, ingénieur-adjoint d'agriculture, en service à la direction de l'animation rurale et de la participation populaire au développement à Lomé.

Responsable du bureau des projets

Mme Quacoe Abui, attaché d'administration, en service à la direction de l'animation rurale et de la participation populaire au développement à Lomé.

Responsable du bureau des Archives, information et documentation

M. Wagbe K. Kokouvi, employé de bureau, en service au cabinet du ministère du développement rural à Lomé.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT RURAL

Nominations

Décision n° 188-MER du 25-10-76 — Est et demeure rapportée la décision n° 2888/DGER du 7 août 1973 nommant M. Amoussou Padonou (ex Grégoire), ingénieur adjoint de 2^e classe 3^e échelon des forêts et chasses (catégorie B) chef de la division opérationnelle.

M. Wilson Adjété Jrowoanèwo, ingénieur adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie B) est nommé chef de la division opérationnelle, en remplacement de M. Amous-

sou Padonou (Grégoire), ingénieur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon des forêts et chasses appelé à d'autres fonctions.

Les émoluments de l'intéressé demeurent imputables sur le chapitre 34, article 4 du budget général.

Décision n° 208-MER du 22/11/76 — M. Matthia Apotè (Gabriel), ingénieur d'agriculture de 2^e classe 4^e échelon est nommé chef de l'antenne régionale de la division des études pédologiques et de l'écologie générale de la Kara.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Nomination

Arrêté n° 30-MSPAS du 18/10/76 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 14 du 26 octobre 1973 portant nomination.

M. M'Péna Manaoba, agent technique de santé de 2^e classe 3^e échelon, est nommé attaché de cabinet, en remplacement de M. Benida Kézié, parti en stage.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} octobre 1976.

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Transfert d'un dépôt de médicaments

Arrêté n° 209-PR-MSPAS du 17-11-76 — Est autorisé le transfert à Moretan Est-Mono (circonscription administrative d'Atakpamé) du dépôt de médicaments dont l'ouverture par M. Kekey Tognissè a été autorisée par l'arrêté n° 110/PR-MSPAS du 8 juin 1958.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Délégation de signature

Décision n° 240-PR-MDN du 16/11/76 — Les chèques relatifs au compte trésor n° 022 de l'escadrille nationale togolaise seront émis avec la double signature : Direction des Services-Escadrille Nationale Togolaise.

Les personnels habilités à signer les chèques sont :

a) pour la Direction des Services :

— titulaire : commissaire-capitaine Bocquet
— suppléant : capitaine Pignac

b) pour l'Escadrille Nationale Togolaise :

- titulaire : commandant Laval
- suppléant : capitaine Nabede.

L'organisation de la comptabilité à tenir, les dépenses permises sur le compte trésor de l'escadrille nationale togolaise et toutes les mesures afférentes au fonctionnement dudit compte feront l'objet d'une note élaborée sous le timbre de la Direction des Services des Forces Armées Togolaises.

Décision n° 241-PR-MDN du 16-11-76. — Les chèques relatifs au compte trésor n° 021 de la marine nationale togolaise seront émis avec la double signature : Direction des Services Marine Nationale Togolaise.

Les personnels habilités à signer les chèques sont :

- a) pour la Direction des Services :
 - titulaire : commissaire-capitaine Bocquelet
 - suppléant : capitaine Pignac
- b) pour la Marine Nationale Togolaise :
 - titulaire : lieutenant de Vaisseau Geng
 - suppléant : enseigne de Vaisseau Mazars.

L'organisation de la comptabilité à tenir, les dépenses permises sur le compte trésor de la marine nationale togolaise et toutes les mesures afférentes au fonctionnement dudit compte feront l'objet d'une note élaborée sous le timbre de la Direction des Services des Forces Armées Togolaises.

Stage

Décision n° 202-PR-MDN du 11/10/76 — Le soldat de 2^e classe Kuami Alava n° mle 1873 du 1^{er} régiment interarmes togolais à Lomé, est admis à suivre le stage du C.S.1 transmissions qui se déroulera au centre d'instruction des transmissions des forces armées nationales de Côte d'Ivoire pour compter du 7 octobre 1976.

L'intéressé reçoit application de la décision n° 44-D-PR/MDN en date du 14 février 1975.

La direction des services des forces armées togolaises assurera la mise en route de ce militaire togolais à destination d'Abidjan (COTE D'IVOIRE) Vol RK 105 du 7 octobre 1976.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 375-MFE-CR du 29/10/76 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 80%) au montant annuel de quatre cent trente et un mille huit cent quatre vingt douze (431.892) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amah Ekoué (Théophile), agent de constatation principal 2^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1976.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amah Ekoué (Théophile) pour compter du 1^{er} octobre 1976, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

- Dédévi, née le 30 septembre 1946
- Kokoé, née le 18 février 1950
- Ayité, né le 10 novembre 1952
- Dédévi, née le 16 novembre 1953
- Amakoué, né le 13 mars 1955
- Yawovi, né le 1^{er} mars 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent sept mille neuf cent soixante seize (107.976) francs pour compter du 1^{er} octobre 1976.

M. Amah Ekoué (Théophile) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

- Messanh, né le 17 octobre 1958
- Amakouévi, né le 30 septembre 1959
- Anani, né le 16 octobre 1964.

Arrêté n° 379-MFE-CR du 29/10/76 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Mensah Lily (née Badohoun), épouse de M. Mensah (Benjamin), infirmier principal de classe exceptionnelle de la santé publique du Togo (indice 686, pourcentage 65%) décédé le 7 août 1975, une pension de veuve au taux annuel de cent vingt six mille sept cents (126.700) francs pour compter du 14 septembre 1975.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt cinq mille trois cent quarante (25.340) francs pour compter du 14 septembre 1975 à l'orphelin Kossi, né le 20 avril 1958.

Payable jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, la pension d'orphelin accordée ci-dessus sera versée entre les mains de M. d'Almeida Ama (Charles), tuteur de l'orphelin du de cujus.

Arrêté n° 380-MFE-CR du 4/11/76 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de trois cent quatre vingt treize mille huit cent vingt (393.820) francs pour compter du 1^{er} août 1976 payable comme suit :

— Quatre vingt dix neuf mille cinq cent cinquante six (99.556) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1^{er} mai 1962 ;

— Deux cent quatre vingt quatorze mille deux cent soixante quatre (294.264) francs pour compter du 1^{er} août 1976 sur les fonds de la caisse de retraites du Togo est accordée à M. Karsa Houla Akournim, adjudant 3^e échelon n° mle 054 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.050) admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Karsa Houla Akournim pour compter du 1er août 1976, une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Smonda, née le 14 mars 1950
Patakou, née le 6 mai 1954
Atounda, née le 17 février 1957
Awissim, née en 1959
Kléyapé, née le 16 juillet 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante huit mille huit cent cinquante deux (58.852) francs pour compter du 1er août 1976.

M. Karsa Houla Akournim pourra prétendre, pour compter du 1er août 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 14e rang) ci-après désignés :

Atassim, né le 3 janvier 1963
Tchopre, née le 17 mai 1963
Alontété, né le 13 mars 1966
Yaté, née le 22 mai 1966
Koutissara, née le 5 septembre 1966
Koutingme, née le 13 février 1969
Napre, née le 8 juin 1971
Kparo, né le 24 juillet 1973
Anassimim, née le 22 janvier 1976.

Arrêté n° 381-MFE-CR du 4/11/76 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Koudjoou Téné (née Fare Tchontchonko), épouse de Koudjoou Kabikiya, gardien de circonscription de 1^{re} classe 6^e échelon (indice 500 — pourcentage 41 %) décédé le 6 juin 1974, une pension de veuve au taux annuel de cinquante huit mille deux cent cinquante deux (58.252) francs pour compter du 5 avril 1975.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à onze mille six cent cinquante deux (11.652) francs pour compter du 5 avril 1975 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Kokou, né le 31 décembre 1958
Yawoa, née le 8 juin 1961
Komi, né le 7 mars 1964
Ama, née le 17 septembre 1966
Binao, né le 10 octobre 1972.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Alazi Gbati, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 382-MFE-CR du 4/11/76. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Karvie Adjoavi (née Sogboe), épouse de M. Karvie Akakpo (Dominique), agent de constatation prin-

cipal 1er échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 900 — pourcentage 80%) décédé le 29 janvier 1976, une pension de veuve au taux annuel de deux cent quatre mille cinq cent quatre vingt quatre (204.584) francs pour compter du 1er février 1976.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Karvie Adjoavi (née Sogboe), une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après dénommés :

Afiavi, née le 3 août 1956
Kodjo, né le 1er septembre 1958
Afiavi, née le 5 août 1960.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à vingt mille quatre cent soixante (20.460) francs pour compter du 1er février 1976.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante mille neuf cent seize (40.916) francs pour compter du 1er février 1976 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Afiavi Mawulé, née le 3 août 1956
Yaovi, le 13 juin 1957
Akouavi, née le 6 novembre 1957
Améyo, née le 8 mars 1958
Kodjo, né le 1er septembre 1958
Massan, née le 13 septembre 1959
Afiavi, née le 5 août 1960
Ayao, né le 25 avril 1963
Ayao Eklusé, né le 21 juillet 1966
Afindzi Ablavi, née le 5 mars 1968
Ablavi, née le 23 septembre 1969
Kokouvi, né le 24 septembre 1969
Akouavi, née le 28 octobre 1970
Afiavi, née le 17 mars 1972
Koffi, né le 22 septembre 1972.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Kavi Koffi Amouzou, chargé de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté N° 383-MFE-CR du 4/11/76. — Une pension pour ancienneté (pourcentage 62%) au montant annuel de deux cent quarante six mille six cent trente six (246.636) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Buaben (Mathieu), contremaître de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er août 1976.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Buaben (Mathieu) pour compter du 1er août 1976, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Adoté, né vers 1952

Adolé, née le 8 février 1955

Adoko, née le 24 septembre 1959.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à vingt quatre mille six cent soixante quatre (24.664) francs pour compter du 1er août 1976.

M. Buaben (Mathieu) pourra prétendre, pour compter du 1er août 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Kossi, né le 20 décembre 1964.

Arrêté n° 384-MFE-CR du 4/11/76 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent quarante sept mille sept cent cinquante deux (147.752) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Komlan Kowou Adékpovi, gendarme 5^e échelon n° mle 334 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juin 1976.

M. Komlan Kowou Adékpovi pourra prétendre, pour compter du 1er juin 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 8e rang) ci-après désignés :

Ama, née le 26 juillet 1958

Afiwa, née le 2 juin 1961

Yaovi, née le 29 mars 1962

Abla, née le 25 mai 1964

Komi, né le 5 décembre 1964

Afi, née le 22 juillet 1966

Ama, née le 8 mai 1971

Koffi, né le 22 mars 1974.

Arrêté n° 385-MFE-CR du 4/11/76 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 35%) au montant annuel de cent dix neuf mille trois cent quarante (119.340) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchakoura Mola (ex-Alassani Fousséni), gendarme 4e échelon n° mle 382 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 600) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1976.

M. Tchakoura Mola (ex-Alassani Fousséni) pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 11e rang) ci-après désignés :

Ténin, née le 4 août 1958

Larba, née le 17 avril 1961

Assibi, née le 31 mai 1964

Sadamba, né le 15 juin 1964

Wébi, née le 27 août 1964

Békou, née le 29 août 1966

Adjagbawé, née le 9 novembre 1970

Bodi-Sibabi, né le 21 septembre 1971

Talata, née le 10 avril 1972

Wétchiré, née le 23 mars 1974

Atoukou, né le 18 décembre 1974.

Arrêté n° 386-MFE-CR du 4/11/76 — Une pension proportionnelle (pourcentage 58%) au montant annuel de deux cent quatre vingt seize mille six cent quarante quatre (296.644) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Folly Kuévi (Adolphe), contremaître principal 1er échelon du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 900) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1976.

M. Folly Kuévi (Adolphe) pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5e au 10e rang) ci-après désignés :

Anani, né le 29 avril 1958

Ayoko, née le 1er mai 1958

Ekoué, né le 5 janvier 1960

Anoumouvi, né le 14 janvier 1963

Adakouvi, née le 6 septembre 1963

Akouélévi, née le 28 juillet 1973.

Arrêté n° 390-MFE-CR du 24/11/76 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Ouenang Dogui (née Dadi), épouse de M. Ouenang Kossi, gendarme mobile de 2e classe 8e échelon n° mle 1980 du corps du personnel de la gendarmerie mobile togolaise (indice 510, pourcentage 33%) en retraite décédé le 13 avril 1975, une pension de veuve au taux annuel de quarante sept mille huit cent vingt quatre (47.824) francs pour compter du 13 octobre 1975.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à neuf mille cinq cent soixante quatre (9.564) francs par an pour compter du 20 mai 1975 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Amoï, née le 15 juin 1958

Koffi, né le 29 mars 1963

Kokou, né le 3 novembre 1965

Kossiba, né le 7 juillet 1966

Banwouya, née le 6 septembre 1966

Djémbo, né le 17 octobre 1970

Afani, née le 28 août 1974.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Wenango Djababou, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 391-MFE-CR du 24/11/76 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de huit cent quarante et un mille cinquante six (841.056) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amenyah (Benoît), inspecteur en chef 3e échelon du corps du personnel des postes et télécommunications du Togo (indice 2.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1976.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amenyah (Benoît) pour compter du 1er octobre 1976, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Benoni, né le 20 mars 1949
Benonia, née le 20 mars 1949
Charity, née le 3 juin 1951
Georges, né le 29 septembre 1953
Afiwa, née le 12 novembre 1954
Akossiwa, née le 1er avril 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent dix mille deux cent soixante quatre (210.264) francs pour compter du 1er octobre 1976.

M. Amenyah (Benoît) pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Kpodo, né le 18 novembre 1957
Julienne, née le 18 novembre 1957
Massan, née le 23 juillet 1959.

Arrêté n° 392-MFE-CR du 24/11/76 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 56%) au montant annuel de deux cent soixante dix mille cinq cent quatre (270.504) francs payable comme suit :

— Soixante sept mille trois cent quarante six (67.346) francs sur les fonds de l'Etat Français pour compter du 1er juin 1962 ;

— Deux cent trois mille cent soixante (203.160) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1er octobre 1976 est accordée à M. Kumodji Koffi Ayigan, maréchal des logis chef 4^e échelon n° mle 058 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

M. Kumodji Koffi Ayigan pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Afi, née le 29 août 1969
Akoua, née le 7 avril 1971
Akossiwa, née le 7 mai 1972
Akouwa, née le 30 juillet 1975
Akossiwa, née le 30 novembre 1975.

Arrêté n° 393-MFE-CR du 24/11/76. — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74%) au montant annuel de quatre cent quarante et un mille cinq cent cinquante six (441.556) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Napporn Kangni (Théophile), adjoint technique principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'agriculture (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er octobre 1976.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Napporn Kangni (Théophile) pour compter du 1^{er} octobre 1976, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ayi, né le 17 juin 1942
Karlégan, née le 30 juillet 1947
Karlé, née le 7 février 1950
Kanko, née le 9 septembre 1950
Ekué, né le 8 décembre 1951
Kankovi, née le 24 octobre 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix mille trois cent quatre vingt douze (110.392) francs pour compter du 1er octobre 1976.

M. Napporn Kangni (Théophile) pourra prétendre, pour compter du 1er octobre 1976 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 9^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Karlévi, née le 22 février 1958
Adoura, né le 17 novembre 1960
Ayi, né le 25 avril 1966.

Caisse d'avance

Arrêté n° 396-MFE-FA du 24/11/76 — Il est créé auprès de l'institut national des plantes à tubercules à Lomé, une caisse d'avance pour les travaux de mise en place de plantations de cet institut.

Le montant de l'avance susceptible d'être consentie au régisseur est fixé à (350.000) trois cent cinquante mille francs renouvelable dans les formes réglementaires.

Les dépenses sont imputables au chapitre 21, article 9 du budget général.

Commissionnaire en douane

Arrêté n° 310-bis-MFE-SD du 3/9/76 — Est agréée en qualité de commissionnaire en douane auprès des bureaux des douanes de Lomé, la société togolaise de transit et de transport (STTT), représentée par M. Honkou Koffi, déclarant en douane, domicilié à Lomé.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 15/9/76 à l'arrêté n° 391-MFE-CR du 28 septembre 1973 portant concession de pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Adotevi Adoté (Antoine), administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Adotevi Kokoè (née Ayika), administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.**Rôles**

Arrêté n° 361-MFE-AI du 20/10/76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET GENERAL

139 Lomé T.V.L.	57.600	
T.V.	480.930	
		538.530
140 Lomé T.V.L.	2.347.715	
T.V.	1.771.845	
		4.119.560
141 Lomé T.V.L.	2.083.488	
T.V.	1.725.124	
		3.808.612
		8.466.702
		8.466.702

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de huit millions quatre cent soixante six mille sept cent deux francs est fixée au 4 octobre 1976.

Arrêté n° 362-MFE-AI du 20/10/76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

119 Lomé T.V.L.	362.502	
T.V.	976.432	
		1.338.934
120 Lomé T.V.L.	830.330	
T.V.	1.212.216	
		2.042.546
121 Lomé T.V.L.	658.106	
T.V.	712.765	
		1.370.871
122 Lomé T.V.L.	830.064	
T.V.	1.022.708	
		1.852.772
123 Lomé T.V.L.	268.901	
T.V.	805.222	
		1.074.123
		7.679.246
		7.679.246

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept millions six cent soixante dix neuf mille deux cent quarante six francs est fixée au 13 septembre 1976.

Arrêté n° 363-MFE-AI du 20/10/76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

114 Lomé T.V.L.	507.716	
T.V.	747.219	
		1.254.935
115 Lomé T.V.		2.786.790
116 Lomé T.V.L.	711.694	
T.V.	1.030.420	
		1.742.114

117 Lomé T.V.L.	58.738	
T.V.	681.408	
		740.146
118 Lomé T.V.L.	384.085	
T.V.	708.882	
		1.092.967
		7.616.952
		7.616.952

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept millions six cent seize mille neuf cent cinquante deux francs est fixée au 13 septembre 1976.

Arrêté n° 364-MFE-AI du 20/10/76 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1976 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

82 Lomé T.V.L.	557.642	
T.V.	538.866	
		1.096.508
83 Lomé T.V.L.	1.155.879	
T.V.V.	5.706	
T.V.	806.137	
		1.967.722
		3.064.230
		3.064.230

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions soixante quatre mille deux cent trente francs est fixée au 9 août 1976.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES MINES

Agrément d'un géomètre

Arrêté n° 28-MTP-DST du 10-11-76 — M. da Silveira Messan, ingénieur de travaux géographiques, est agréé comme géomètre dans la République togolaise.

Le présent agrément autorise l'ouverture d'un cabinet de géomètre.

L'ouverture du cabinet est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Autorisation personnelle de recherches minières

Arrêté n° 29-MTP-DMG du 10-11-76 — Une autorisation personnelle de recherches minières pour les substances de la 3e catégorie (sable à verre) valable dans le bassin sédimentaire côtier du Togo est accordée à la société TOGO-BAVARIA VERRERIE S.A.

Autorisations d'ouverture de bureau de dessin topographique

Arrêté n° 19-MTP-DST du 10-11-76 — M. Awunyo Kodjo est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Awunyo Kodjo pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux

lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 20-MTP-DST du 10-11-76 — M. B.T. Dovi Sodemekou est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. B.T. Dovi Sodemekou pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 21-MTP-DST du 10-11-76 — M. Tetteh Finu Adjévi est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Tetteh Finu Adjévi pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 22-MTP-DST du 10-11-76 — M. Moutsoudje Koami est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Moutsoudje Koami pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 23-MTP-DST du 10-11-76 — M. Agbessi Komi est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Agbessi Komi pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 24/MTP/DST du 10-11-76 — M. Lawson Laté est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Lawson Laté pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 25/MTP/DST du 10-11-76 — M. Adekplovie Kwami Opehene est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Adekplovie Kwami Opehene pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 26/MTP/DST du 10-11-76 — M. Kpadey M.A. Kwasi est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Kpadey M. A. Kwasi pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 27-MTP-DST du 10/11/76 — M. Dossavi Ayité Monude est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Dossavi Ayité Monude pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 30-MTP-DST du 10-11-76 — M. Kuakuvi Ata-Kwaku est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Kuakuvi Ata-Kwaku pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet

d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 31/MTP/DST du 10-11-76 — M. Agbofoati Kwasi Semanou est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Agbofoati Kwasi Semanou pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 32/MTP/DST du 10-11-76 — M. Agbaglo Ayaovi Gagouna est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Agbaglo Ayaovi Gagouna pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 33/MTP/DST du 10-11-76 — M. Badjene Yao est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Badjene Yao pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

Arrêté n° 34/MTP/DST du 10-11-76 — M. Akakpo Kokou est autorisé à exploiter un bureau de dessin topographique dans la République togolaise.

M. Akakpo Kokou pourra exécuter, sous le contrôle du service topographique, tous les travaux topographiques courants, à l'exception de ceux relatifs à l'urbanisme et aux lotissements qui font l'objet d'une autorisation spéciale de M. le ministre des travaux publics.

L'ouverture du bureau est conditionnée par le paiement préalable des taxes dues au titre de la patente professionnelle.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Transfert d'un laboratoire d'analyses médicales

Arrêté n° 33/MSPAS du 17-11-76 — Est autorisé le transfert du laboratoire d'analyses médicales dont l'ouverture avait été accordée par arrêté n° 2/MSP du 19 janvier 1973 à M. Lawson Amen, docteur en médecine.

M. le docteur Lawson Amen est tenu de résider dans un périmètre de 5 kilomètres au plus de son laboratoire sis angle rue Maréchal Foch et rue Galliéri.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appels d'offres

FOURNITURE DE MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL A LA PHARMACIE D'APPROVISIONNEMENT DE LOME

Appel d'Offres du 12 novembre 1976

Communiqués

Il est porté à la connaissance des entrepreneurs que la date de dépôt des offres de l'appel d'offres pour la fourniture de matériel médico-chirurgical à la pharmacie d'approvisionnement de Lomé, prévue pour le 12 janvier 1977, est ramenée à la date du 8 décembre 1976.

Lomé, le 22 novembre 1976

Le directeur des travaux publics du Togo
B. Y. Dagadzi

FOURNITURE DE MATERIEL MEDICO-CHIRURGICAL A LA PHARMACIE D'APPROVISIONNEMENT DE LOME

Appel d'offres du 12 novembre 1976

Il est porté à la connaissance des entrepreneurs que la date de dépôt des offres de l'appel d'offres pour la fourniture de matériel médico-chirurgical à la pharmacie d'approvisionnement de Lomé, prévue pour le 8 décembre 1976 est reportée au 15 décembre 1976.

Lomé, le 2 décembre 1976

Le directeur des travaux publics du Togo,
B. Y. Dagadzi

Union Togolaise de Banque**BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1976****ACTIF**

Caisse, Poste, Trésor Public, Banque Centrale	775.896.158
Banques et Correspondants	556.856.647
Portefeuille effets	7.068.830.158
Crédits à court terme	6.574.817.825
Crédits à long terme	—
Crédits à moyen terme	1.173.750.000
Débiteurs divers	20.625.473
Débiteurs par acceptation	—
Titres — Participations	34.973.050
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	44.599.915
Immeubles et Mobilier	383.734.019
Pertes de l'exercice	—
Pertes des exercices antérieurs	—
	16.634.083.245

PASSIF

Postes, Trésor Public	94.579.968
Comptes de chèques	2.136.894.958
Comptes courants	3.027.100.170
Banques et correspondants	720.956.637
Comptes exigibles après encaissement	4.702.224.073
Créditeurs divers	1.090.445.211
Acceptations à payer	—
Bons et comptes à échéance fixe	3.635.653.818
Comptes d'ordre et divers	277.743.494
Réserves	117.193.565
Capital ou dotations	600.000.000
Bénéfices de l'exercice	226.036.514
Bénéfices reportés	5.254.837
	16.634.083.245

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals	1.282.328.465
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	—
Ouverture de crédits confirmés	954.496.746

Banque Internationale de l'Afrique Occidentale**(BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1976)****ACTIF**

Caisse, Postes, Trésors Publics, Banque Centrale	105.970.087
Banques et correspondants	75.000.000
Portefeuille effets	1.859.614.786
Crédits à court terme	4.560.539.779
Crédits à moyen terme	168.392.874
Crédits à long terme	—
Débiteurs divers	80.317.481
Débiteurs par acceptation	—
Titres — Participations	9.316.229
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	291.726.074
Immeubles et mobilier	27.121.264
Pertes de l'exercice	—
Pertes des exercices antérieurs	—
	7.177.998.574

PASSIF

Avances Marché Monétaire	990.000.000
Postes — Trésors Publics, Banque Centrale	69.629.550
Comptes de chèques	1.425.731.435
Comptes courants	1.360.965.617
Banques et correspondants	864.688.536
Comptes exigibles après encaissement	1.063.008.778
Créditeurs divers	204.969.856
Acceptations à payer	—
Bons et comptes à échéance fixe	477.551.000
Comptes d'ordre et divers	272.246.117
Provisions	—
Réserves	50.316.802
Capital ou dotations	227.000.000
Bénéfices de l'exercice	171.890.883
Bénéfices reportés	—
	7.177.998.574

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals	1.692.157.908
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	722.000.000
Ouverture de crédits confirmés	926.793.439

Banque Commerciale du Ghana
(BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1976)**ACTIF**

Caisse, Postes, Trésors Publics, Banque Centrale	554.382.793
Banques et correspondants	157.240.977
Portefeuille effets	330.808.744
Crédits à court terme	178.659.821
Crédits à moyen terme	—
Crédits à long terme	—
Débiteurs divers	15.255.871
Débiteurs par acceptation	—
Titres — Participations	888.230
Actionnaires	—
Comptes d'ordre et divers	10.624.761
Immeubles et mobilier	18.834.389
Pertes de l'exercice	—
Pertes des exercices antérieurs	3.229.848
	1.267.925.434

PASSIF

Postes — Trésors publics	—
Comptes de chèques	188.850.636
Comptes courants	251.322.867
Banques et correspondants	258.439.131
Comptes exigibles après encaissement	337.096.044
Créditeurs divers et provisions	56.144.645
Acceptations à payer	—
Bons et comptes à échéance fixe	55.182.594
Comptes d'ordre et divers	484.394
Réserves	1.475.580
Capital	118.000.000
Bénéfices de l'exercice	929.543
Bénéfices reportés	—
	1.267.925.434

HORS BILAN

Engagements par cautions et avals	91.045.341
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	—
Ouverture des crédits confirmés	203.135.202
	<hr/>
	294.180.543

AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 7079 du territoire du Togo appartenant au sieur Bawbadi CHANGO.

(Pour deuxième insertion)

